

FONCTIONS AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT

(1) Président de la Commission d'Expertise Scientifique, section droit privé, Faculté de droit Poitiers (2017-2023)

- Activités : Recrutement des PR (choix de la voie de recrutement des postes PR mis au concours, profilage des postes, mise en place du comité de sélection et présidence des comités), recrutement des MCF (idem), des ATER, des professeurs invités, des professeurs associés ; arbitrage des avancements et promotions ; avis sur les soutenances HDR.

(2) Présidence de COS

- MCF (2020, 2023)
- PR (2019, 2020, 2021)

(3) Expertises (évaluation dossiers RIPEC)

- 2022 : multiples dossiers UP + 2 dossiers ULCO
- 2023 : 4 dossiers UP, 4 dossiers Rouen et Amiens, 2 dossiers ULCO
- 2024 : 2 dossiers UP, 2 dossiers ULCO
- 2025 : 1 dossier ULCO

(4) Vice-Présidence de l'université de Poitiers

- délégué aux Ressources Humaines (2009 – 2010)

(5) Chargé de mission faculté de droit et des sciences sociales

- Chargé de mission « Relations Internationales », faculté de droit et des sciences sociales de l'université de Poitiers (2007-2008)

FONCTIONS AU SEIN D'AUTRES ETABLISSEMENTS

(1) **Membre extérieur de l'Ecole Doctorale SJPEG** (Université de Lorraine), 2018-2024

(2) **Membre de comité de repyramidage, ULCO** (2022)

(3) **Membre de comité de sélection**, poste PR 46-5, Université de Corte (2022), poste MCF Université Lorraine (2024 et 2025)

FONCTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

Fonctions internationales

- Expert technique auprès de la commission de conciliation de l'Autorité Européenne du Travail (agence de l'UE, Bratislava), depuis 2023

- Expert de l'Autorité Européenne du Travail : accompagnement de la France, Italie, Portugal et Espagne pour la conclusion d'un accord multilatéral de lutte contre la fraude internationale en matière de sécurité sociale (2024)
- Membre du Conseil d'Administration de l'Académie de Droit Européen (Trèves, fondation financée par la Commission européenne et les Etats membres), depuis le 1^{er} janvier 2024
- Membre de la délégation belge, *présidence Belge de l'Union européenne*, Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants (1^{er} semestre 2024)

Fonctions nationales

- Expert Panel *HCERES*, évaluation des unités de recherche, 2022-2025
 - 2022-2023 : 2 présidences de comité d'évaluation d'équipe de recherche et membre de 3 comités
 - 2023-2024 : 2 présidences de comité d'évaluation d'équipe de recherche et membre de 1 comité
 - 2024-2025 : 2 présidences de comité d'évaluation d'équipe de recherche et membre de 3 comités
 - 2025-2026 : 1 présidence de comité d'évaluation + membre d'1 comité
- Membre élu du CNU (2016-2020)
- Président de jury du CAPA, Ecole centre-ouest des avocats (2005-2020)
- Expertise candidature CIFRE (2022)
- Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance-maladie (groupe de travail sur le cadre juridique des activités des organismes complémentaires de santé et de prévoyance), 2018

INVESTISSEMENT PEDAGOGIQUE

Activités d'enseignement

a) A l'université de Poitiers

- Enseignant référent L1 (chaque année depuis 2018, entre 30 et 60 étudiants / an)
- Supervision de projets tutorés L3 (1 à 3 projets / an en moyenne depuis 2022)
- Direction de mémoires M2 Droit de l'aide et de l'action sociale (1 à 2 / an)
- Direction de mémoires M2 Droit des contrats (1 à 2 / an)

b) Hors université de Poitiers

- Cours M2 Droit du Travail et de la Protection Sociale, université de Lorraine (25h / an)
- Cours M2 Dialogue social, université de Lorraine (6h / an)
- Cours M2 Juriste d'Affaires International et Européen (9h / an)
- DU Droit social et entreprises à dimension internationale (3h / an, université de Montpellier)

Responsabilités pédagogiques

- Présidence jury L3 droit (2023)

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

1. Présentation synthétique des thématiques de recherche

2. Publications et productions scientifiques

(a) Livres individuels et ouvrages codirigés

- *Droit social européen et international*, PUF, 4^{ème} éd., 2021, avec S. Hennion, M. Le Barbier-le Bris, M. Del Sol
- *Travailler hors de France*, Liaisons Sociales (éd.), 2^{ème} éd. nov. 2019
- *Le consentement du salarié* [co-direction Vincent Bonnin et Sébastien Mayoux, actes du colloque du 11 octobre 2019 organisé par l'ECO A et l'ERDP de l'Université de Poitiers], Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2021, Collection Actes et colloques de la Faculté de droit et des sciences sociales,
- *Europe, aide et action sociales*, Liaisons Sociales (éd.), décembre 2013
- *Handbook on European Social Security Law*, 2012 (avec le Pr. Jorens, Université de Gand et Dr Simon Roberts, University of Nottingham), European Commission and Turkish Government ed., 524 p.

(b) Contributions à des ouvrages collectifs et recherches collectives

Mélanges

- *The academic community and the coordination of national social security systems - some brief and unscientific remarks*, Liber Amicorum Bernhard Spiegel, Belgian Journal of Social Security, 2024, n° special.
- *Temps de travail, temps de repos et pluriactivités : pour un décompte par travailleur !*, Mélanges Marc Véricel, éd. Mare & Marin, 2023, p. 249
- *Could the Paris Österreichischen Kulturinstitut pave the way for a common European interpretation of Article 8 of Regulation (EC) 593/2008 ?*, Mélanges Walter Pfeil, ed. Manz, 2022, p.167
- *Le salarié, partie plus faible au contrat de travail : Quel apport en droit international privé ?*, in Les métamorphoses de la loi, Hommage à Jean Foyer, éd. Panthéon-Assas, 2022
- *Conflit de lois » en matière de sécurité sociale : Quelques réflexions sur l'énigmatique article 16 du règlement 883/2004*, in Le droit social en dialogue, Mélanges M-A. Moreau, éd. Larcier, 2022
- *Droit européen du travail : du juge à la ratio legis*, Mélanges J. Mouly, PU Limoges, 2020
- *Les doctrines divergentes du droit de l'Union et de la Cour de cassation sur les avantages aux femmes*, Mélanges Pierre Rodière, p.195, éd. LGDJ, 2019
- *Les ressorts du CE européen*, Mélanges Bernard Teyssié, éd. Lexis, 2019
- *Les arrêts de la CJUE dans la motivation des décisions de la chambre sociale, Mélanges en l'honneur du Président Frouin, BICC n°887, 15 septembre 2018, p.46*
- *Santé/sécurité, repos et salaire dans le droit de l'Union : une étrange relation ?*, Mélanges Michel Morand, Axe droit, Lamy, 2016, p.159

Autres contributions collectives

- *La transnationalisation du droit du travail*, in Les métamorphoses du droit du travail, B. Teyssié (éd.), Lexis Nexis, coll. Perspectives, 2025
- *Le guide du contentieux de la sécurité sociale*, éd. Lexis Nexis, 2023, préface
- *L'Union européenne et l'action sociale à l'épreuve de la COVID-19*, In *L'action sociale face à la Covid 19*, PU de Poitiers, 2024, à paraître

- *La réparation des préjudices subis par la victime d'esclavage devant les juridictions civiles françaises*, in *La prohibition de l'esclavage* (dir. F. Marchadier), éd. Pédone, Fondation René Cassin, 2022
- *Le consentement du salarié : propos introductifs*, in « Le consentement du salarié », LGDJ, 2021
- *Protection contre les rétorsions / victimisation*, in *Directive 2000/78 portant création d'un cadre général en faveur égalité de traitement en matière d'emploi et de travail - Commentaire article par article* (dir. E. Dubout), 2020, éd. Larcier
- *International and European Labour Law (chapters: Directive 97/81/EC concerning the framework agreement on part-time work; Directive 2008/104 on temporary agency work)* (dir. Prof. Edoardo Ales, Prof. Marc Bell, Prof. Dr. Olaf Deinert et Prof. Sophie Robin-Olivier), éd. Nomos, Baden-Baden, 2017
- *La contractualisation de la norme sociale transnationale*, in *La contractualisation du droit du travail*, Revue de droit d'Assas, n°12, février 2016, p.135
- *La résistible ascension de la norme européenne*, in « 2005-2015, un nouveau droit social ? », JCP éd. S, 30 juin 2015, n° spécial
- *Les travailleurs au-delà des frontières : quelle protection ?*, in *Questions sur la santé au travail* (dir. V. Bonnin et S. Mayoux), JS Lamy février 2015, n°382-383, p.12
- *Le critère des « conditions de ressources » dans la protection sociale des pays européens*, in *La crise de la protection sociale en Europe* (dir. P. Turquet), PU Rennes, 2015
- *50 ans d'Europe sociale*, in *50 ans de droit social 1965-2015*, Le mensuel Barthélémy, n° spécial, 2015
- *Les traités du Conseil de l'Europe et le droit du travail*, 2014, in *La norme nationale et les relations de travail*, éd. Panthéon-Assas (dir. B. Teyssié)
- *La responsabilité pénale des personnes morales. Les leçons du droit européen*, in *La responsabilité pénale des personnes morales : perspectives européennes et internationales*, collection UMR droit comparé Paris I, volume 30, 2013, dir. G. Giudicelli-Delage et S. Manacorda
- *L'âge en droit du travail – la politique anti-discrimination du droit de l'Union européenne*, in *Discrimination et égalité de traitement en droit du travail*, dir. B. Bossu, 2013, éd. Hélinia
- *L'accès aux soins de santé transfrontaliers*, in *Citoyenneté européenne et libre circulation des patients*, dir. S. Hennion et O. Kaufmann, éd. Springer, 2013

(c)Articles

En langue étrangère

- *How to fail at in-depth reforms that are financially unsustainable: the example of France*, *Giornale di Diritto del Lavoro et di Relazioni Industriali*, 2024, 4
- *Does the fight against social fraud justify a threat to the right to a fair trial?*, *Liber Amicorum H. Verschueren, Die Keure (ed.)*, 2023
- *Free movement and social insurance*, *European Employment Law Cases*, 2022-2
- *Free movement and social insurance*, *European Employment Law Cases*, 2021-1
- *Free movement and social insurance*, *European Employment Law Cases*, 2020-1
- *Intra-EU cross-border platform work: hiding issues of undeclared work*, *Zbornik Pravnog fakulteta u Zagrebu*, octobre 2020, University of Zagreb (Croatia)
- *Directive (EU) 2018/957 of 28 June 2018 amending Directive 96/71/EC concerning the posting of workers in the framework of the provision of services - What will change in 2020?*, *ERA Forum*, 2019, volume 20, Springer éd.
- « *EELC review of the year, 2018 : Free movement* », *European Employment Law Cases*, 2019/1
- « *EELC's review of the year 2017 : Gender discrimination* », *European Employment Law Cases*, 2018/1

- *“Vorschlag für die Änderung der Entsenderegeln” (Proposition de la commission du 13 décembre 2016 : mesures relatives au détachement), Zeitschrift für europäisches Sozial und Arbeitsrecht (ZESAR), Septembre 2017, p.367*
- *The Commission’s proposal amending social security coordination regulations: How to combine Union citizens’ rights and social security institutions’ needs?, ERA Forum, Springer éd., juin 2017,*
- *Posted workers remuneration: Comparative study in nine EU countries and four sectors, Maastricht Journal of European and Comparative Law, 2017, I-19*
- *New legislation on cross-border posting of workers, Eurofound, 17 décembre 2014*

Europe sociale

- *Rupture anticipée du contrat de travail à durée déterminée par le footballeur professionnel : retour sur l’arrêt Diarra, Dr. soc. 2025 p.490*
- *L’Europe sociale et l’Etat de droit (tribune), Dr. soc. 2025, p.97*
- *Chercher du travail en Europe, Dr. soc. 2018, p.630*
- *L’Union européenne en sous-marin ?, Dr. soc. 2018, p.75*
- *Socle européen des droits sociaux : le discours et la méthode, RDT 2017, p.455*
- *Les forces anti-régressives du droit social de l’Union européenne, RJS 1/17 p.9*
- *Consolider les engagements européens : une obligation...des opportunités, Dr. soc. 2016, p. 494*
- *La France et le juge européen (tribune), Dr. soc. 2015 p.847*
- *Conflicts de lois en matière de sécurité sociale : la lex loci laboris en question ?, Dr soc. 2015 p.457*

Droit du travail

- *L’irrésistible ascension de la normale internationale du travail ? Un regard sur les 20 ans écoulés, JCP S, 2025*
- *Quelques précisions sur le « préjudice nécessaire » au prisme du droit de l’Union, RJS 1/25 p.13*
- *L’arrêt MAV-START, tsunami ou vaguelette pour les règles conventionnelles relatives à l’articulation des repos journaliers et hebdomadaires ?, JCP éd. S, 9 avril 2024, étude 1113*
- *Règlement « Rome I », salaire minimum et libre prestation des services : une équation post-COVID complexe, RJS avril 2024*
- *Le droit du travailleur détaché à une « rémunération égale » - un principe simple, une mise en œuvre diabolique, JCP éd. S 12 septembre 2023, étude n°1224*
- *Télétravail transfrontalier : un accord multilatéral, une note administrative, beaucoup de chausse-trappes ? Feuillet Rapide Social, éd. Francis Lefebvre, n°13/23, 9 juin 2023*
- *Une nouvelle directive européenne pour renforcer l’application des règles d’égalité de rémunération femmes/hommes, JCP éd.S, 6 juin 2023, n°22*
- *Dialogue social européen : la Commission définit une nouvelle méthode de travail après l’arrêt EPSU, Semaine Sociale Lamy, 13 mars 2023, n°2037*
- *La figure du travailleur en droit de l’UE – vers un changement de paradigme ?, RJS 4/23*
- *Les ressorts du CE européen, JCP éd. S, 2023, 24 janvier 2023, étude 1015*
- *Le droit au retour du salarié mis à disposition d’une filiale étrangère - 1973-2023 : l’heure d’une réécriture de l’article L1235-1 du code du travail ?, RJS 10/22 p.783*
- *Quelle loi applicable pour les télétravailleurs transnationaux et pour les salariés travaillant hors de France ?, JCP éd. S, 2022, étude 1189*
- *Quel visage pour l’Europe sociale de demain, RJS 1/22 p. 8*

- *Une Europe sociale durable en 2030 - Petit exercice de futurologie*, JCP éd. S, 2021, étude 1315
- *Les enjeux juridiques du télétravail transfrontalier*, RJS 7/21
- *Cour de justice et droit de grève : l'heure de la réhabilitation ?*, Dr. Soc. 2021 p.523
- *Avantages conventionnels réservés aux mères de famille : retour vers le futur*, JCP éd. S, étude 3106, 15 décembre 2020
- *Le (nouveau) droit français du détachement - Focus sur les espaces de souplesse*, RJS 12/20
- *Fonctionnement du CE européen dans le contexte de la crise sanitaire - Enjeux, difficultés et perspectives*, JCP éd. S, 12 mai 2020
- *Travailleurs des plateformes - Etat des lieux et perspectives du droit social de l'Union européenne*, RJS 7/20
- *Rapport annuel de la Cour de cassation 2018 : quel état des lieux dresser ?*, JS Lamy, 2019, 22 novembre 2019, n°486
- *Le barème d'indemnisation du licenciement face au droit européen et international. Le coeur et la raison*, (avec A. Gardin), RJS 5/19, p.353
- *Les plateformes électroniques de mise en relation rattrapées par le salariat*, JS Lamy, 2019, 28 janvier 2019, n°468
- *Les effets indirects du nouvel ordonnancement des sources du droit du travail sur la loi applicable au contrat de travail international*, RJS 1/19, p.3
- *Les lignes de force la chambre sociale de la Cour de cassation (Rapport annuel 2017)*, JS Lamy, 2018, n°461, p.4
- *La rémunération du travailleur détaché : Les enseignements de la directive 2018/957 modifiant la directive 96/71*, Bulletin Joly Travail, novembre 2018
- *La révision de la directive détachement après l'accord au Conseil : deuxième épisode d'une saga décevante*, Semaine Sociale Lamy, 2017, n°1794
- *Le statut social du chauffeur routier international à la lumière des dernières propositions législatives communautaires*, Dr. soc. 2017, p.1057
- *Les arrêts « Voile » de la CJUE sont-ils néo-libéraux ?*, Revue des droits de l'homme, 13 | 2017, p.105
- *Contribution forfaitaire de 40€ par travailleur détaché : frais de gestion ou mesure protectionniste déguisée ?*, JCP éd. S, 23 mai 2017, n°20-21
- *Travailleur détaché : de qui parle-t-on ?*, Lamy droit des affaires, Lamy Droit des Affaires, 2016, suppl. 121
- *Révision de la directive 96/71 : much ado about nothing ?*, Dr. soc. 2016 p.621
- *La rémunération du salarié détaché dans un État membre de l'Union - Étude comparative dans neuf pays et quatre secteurs d'activité à la lumière de la proposition de révision de la directive n° 96/71/CE*, Dr. soc. 2016 p.460
- *Salaire minimal applicable au travailleur détaché : un nouveau deal ?*, Dr. soc. 2015 p.234
- *Les relations individuelles de travail dans le Rapport 2013 de la Cour de cassation*, JS Lamy 7 juillet 2014, n°369, p.4
- *Aménagement conventionnel du temps de travail et travail dissimulé par sous-évaluation du bulletin de paie*, RJS 4/14 p.227
- *Le CHSCT*, avec Laurence Pécaut-Rivolier, Conseiller à la Cour de cassation, Bulletin d'information de la Cour de Cassation, 15 septembre 2013, n°287
- *Signes religieux au travail : arrêts Baby-Loup et CPAM 93*, JS Lamy 25 avril 2013, n°342 p.8

Droit de la protection sociale

- *La Cour de cassation et les conflits de lois en matière de sécurité sociale : Réflexions autour de quelques arrêts récents*, RJS 6/25

- *F. Kessler, J-Ph. Lhernould, Allocations de chômage des frontaliers : tentative de rébellion à la française, Dr. soc. 2025 p.*
- *La sécurité sociale européenne en panne sèche (tribune), Dr. soc. 2024 p.934*
- *Égalité de traitement entre les sexes dans les régimes légaux de sécurité sociale : le cadrage impératif du droit de l'Union, RJS 7/24*
- *Interdire la succession de travailleurs détachés dans une même entreprise, Dr. soc. 2018 p. 851*
- *Les frontaliers travaillant en Suisse peuvent-ils échapper à l'assurance maladie française ?, RJS 6/18 p.479*
- *Les règlements coordonnant les systèmes nationaux de sécurité sociale : nouvelles lignes de force et points de rupture, RTD eur. 2018, p.99*
- *La fraude au détachement reconnue mais strictement balisée, Semaine Sociale Lamy, 2018, n°1804*
- *L'Union européenne et ses pauvres, Dr. soc. 2017, p.350*
- *Les mesures administratives contre les fraudes au détachement, LS Europe 9 fév. 2017, n°418*
- *Certificat E101/A1 : il est indispensable de saisir la Cour de justice de l'Union européenne, Dr. Soc. 2014 p. 1050*
- *Une compagnie aérienne peut-elle détacher des navigants en France ? L'étonnante leçon anti-européenne de la chambre criminelle à propos du formulaire E101, RJS 5/14 p.307*

(d) Conférences nationales et internationales

En langue anglaise

- *Cross-border activities of company managers: the social security law applicable, Annual seminar on European social security, Trier, 16 mai 2025*
- *Gender equality law: key concepts, EU gender equality Law, seminar for Members of the Judiciary, Limassol, 8 mai 2025*
- *Social advantages, social assistance, social security benefits (and SNCBs) for mobile workers : Particular focus on frontier workers, Possible overlaps and differences between categories, 27 mars 2025, Commission européenne, DG EMPL (séminaire interne), Bruxelles*
- *Who are the vulnerable workers?, in "Free movement of vulnerable workers", Séminaire Paris I, 7 février 2025, Commission européenne*
- *Gender equality law : Key concepts, (seminar for members of the judiciary), Académie de droit européen, Trèves, 9 December 2024*
- *Posting of workers, Académie de droit européen, Trèves, 11 septembre 2024*
- *Artists: coordination of national social security schemes when they work throughout Europe, Commission européenne, Webinaire, 7 juin 2024*
- *Professional sports and coordination of national social security schemes: theoretical and practical approach, Commission européenne, Webinaire, 19 avril 2024*
- *Equal treatment for men and women in matters of social security, Belfast, seminar for the northern Irish Commission of Human Rights, 19 février 2024*
- *The Financing of Sustainable Basic and Occupational Pension Systems, Finanziamento e sostenibilità dei sistemi pensionistici per il futuro delle giovani generazioni: una prospettiva comparata, Université Roma 3, 1er décembre 2023*
- *Religious discrimination at the workplace and the CJEU case law regarding headscarves, Académie de droit européen, Thessalonique, 23 novembre 2023*
- *Platform workers and social security coordination rules, Académie de droit européen, Annual Conference on EU Social Security Law, 25 mai 2023*

- *Posting anno 2022: challenges and developments*, Bruxelles, Commission européenne (MoveS network), 1er décembre 2022
- *Labour legislation applicable to international telework*, Webinaire, Commission européenne, DG EMPL, 12 octobre 2022
- *The Posting of Workers Directive and the concept of remuneration in the different Member States*, séminaire interne, Commission européenne, DG EMPL, 5 octobre 2022
- *Telework and the right to disconnect*, 29 septembre 2022, Association des juristes danois, Ambassade du Danemark en Belgique, Bruxelles
- *The new directive on road transport posting*, 11 mai 2022, Bratislava, Autorité Européenne du Travail
- *Cross-border telework and Covid-19*, 29 mars 2022, Commission européenne, Lisbonne,
- *EU Private international law applicable to employment contracts*, 22 mars 2022, Commission européenne (séminaire interne), Bruxelles
- *Highly mobile workers in the EU: Overview of issues and challenges*, MoveS webinar, 26 Novembre 2021
- *Posting in COVID times*, ERA, Trier, 4 novembre 2021
- *Remote working: debating the benefits, challenges and risks*, Conférence sur le future de l'Europe, Parlement européen, Conseil et Commission européenne, 2 septembre 2021
- *Temporary work agencies and other recruitment intermediaries: cross-border issues*, European Labour Authority, 9 Juillet 2021
- *Cross-border telework and Covid-19: Impact on mobile workers' status*, université, Paris I Panthéon-Sorbonne, 11 juin 2021
- *Tele-work and Covid-19: Impact on the social security legislation applicable*, Charles University, Prague, 27 mai 2021
- *Ageing and discrimination of the grounds of age: what Directive 2000/78 tells us*, Faculté de droit de Ljubljana, 26 mai 2021
- *The future of labor and employment law, international and comparative perspectives – introductory words*, 5 février 2021, université de Lorraine
- *Posting of workers: background and context of the EU revised rules*, Bruxelles, 27 novembre 2020, Académie de droit européen
- *Artificial Intelligence and Gender Biases in Recruitment and Selection Processes*, 12-13 novembre 2020, Vienne (webinaire), Commission européenne, The EU Mutual Learning Programme in Gender Equality
- *Interrelation between social security coordination law and international labour law Practical issues*, Commission européenne, Webinar (Bruxelles), 2 octobre 2020
- *Telework versus free movement of workers and social security coordination*, Commission européenne, Webinar, 15 novembre 2019
- *Legal and theoretical framework of the concept of sincere cooperation*, Commission européenne, Helsinki, 13 septembre 2019
- *Social security for cross-border seasonal workers in the agricultural sector: Measures and practices adopted at national level in relation to seasonal workers*, Commission européenne, ad hoc meeting of the social partners, 5 novembre 2018, Bruxelles
- *Discrimination on the grounds of age*, séminaire Commission européenne, Vienna, 29 mai 2018
- *EEA labour law and free movement of Workers*, Oslo, NHO, 10 octobre 2017
- *Means-testing : theories and facts*, EU-China social protection reform project, Sienne, 27 octobre 2016
- *Coordination of benefits with activation measures*, European Commission, Tallinn, 23 septembre 2016
- *Annual conference on European social security 2016: setting the scene*, 19 mai 2016, séminaire Commission européenne, Académie de droit européen

- *Minimum wages and posting: Case C-396/13 (Sähköalojen ammattiliitto)*, 29 septembre 2015, Bucarest, séminaire Commission européenne (programme FresSco)
- *Introduction to EU labour law*, 30 Juin 2014, Académie de droit européen, Trèves
- *Free movement of workers: basic principles and challenges*, 30 juin 2014, Académie de droit européen, Trèves
- *Directive 2014/54 of 16 April 2014 on measures facilitating the exercise of rights conferred on workers in the context of freedom of movement for workers*, Charles University, Prague, 17 juin 2014
- *Overview of the existing EU legislation on gender equality and definitions of key concepts*, Cracovie, 28 novembre 2013, Académie de droit européen
- *Free movement of workers and posting: recent case-law*, 21 mars 2013, Académie de droit européen, Trèves

En langue française

- *Rupture anticipée du contrat de travail à durée déterminée par le footballeur professionnel : retour sur l'arrêt Diarra*, in Sport et contrats, Université de Lorraine, 31 mars 2025
- *Nouveau cadre juridique du télétravail européen : regard sur les relations franco-luxembourgeoises*, Luxembourg, séminaire MoveS (Commission européenne), 21 juin 2024
- *Télétravail transfrontalier - cadre juridique européen*, Conférence annuelle EURES T Rhin Supérieur, 16-17 novembre 2023
- *Les jobs étudiants - entre droit (du travail) et réalité du terrain*, Leçon inaugurale, Faculté de droit de Boulogne sur Mer (ULCO), 22 septembre 2023
- *Télétravail transfrontalier entre la Suisse et la France, la perspective du droit français*, Université de Lausanne, 26 mai 2023
- *CE européen et télétravail à l'international*, Club CE européen, 9 mars 2023, Paris
- *La mise en place de l'Autorité Européenne du Travail*, Ecole de droit Panthéon-Sorbonne, 23 mai 2022
- *Le dialogue social européen : la concrétisation d'une idée*, Université de Lorraine, 20 mai 2022
- *L'Union européenne et l'action sociale à l'épreuve de la COVID-19*, In L'action sociale face à la Covid 19, colloque Poitiers, 30 novembre 2021
- *Le droit social européen de l'environnement en 2030 - Petit exercice de futurologie*, Fondation Planète Social, Paris, 19 novembre 2021
- *De quoi le dialogue social est-il le nom ?*, Faculté de droit de Nancy, 8 octobre 2021
- *Quelle conception du dialogue social ? Approche européenne*, Faculté de droit de Nancy, 21 janvier 2021
- *La mobilité internationale : les entreprises françaises face au défi de la mobilité*, Paris, AG2R, 31 janvier 2020
- *La réparation des préjudices subis par la victime d'esclavage devant les juridictions civiles françaises*, Université de Poitiers, 24 janvier 2020
- *Le consentement du salarié : retour sur 10 années de réforme*, Université de Poitiers, 11 octobre 2019
- *Sécurité sociale : « territorialité » ou « déterritorialisation ?*, Paris I, Séminaire annuel de droit social (« la territorialité du droit social »), 16 avril 2019
- *La nouvelle directive détachement*, Trier, 21 mars 2019
- *Accès aux soins transfrontaliers par les personnes handicapés*, Académie de droit européen, séminaire Commission européenne, 2 octobre 2018
- *Interactions entre les règles de coordination et le droit du travail*, séminaire Commission européenne, Trèves, 24 mai 2018
- *Les arrêts « Voile » de la CJUE sont-ils néo-libéraux ?*, 2 juin 2017, université de Strasbourg
- *Proposition de révision des règlements 883/2004 et 987/2009 : les principaux enjeux*, université de Lausanne, 24 mai 2017

- *Le détachement : proposition de la Commission du 13 décembre 2016*, Académie de droit européen, 22 mai 2017
- *Le détachement des travailleurs : éléments introductifs*, UIMM, Paris, 11 mai 2017
- *L'accès aux avantages sociaux des travailleurs frontaliers*, 30 mars 2017, université de Lorraine
- *La dynamique des juridictions françaises en présence de normes de droit interne contraires à une directive sociale de l'Union*, Les entretiens du Conseil d'Etat en droit social, 6^{ème} éd., 14 octobre 2016, publié in *Le droit social et la norme internationale*, LGDJ, 2018
- *Les rencontres en droit du travail du Conseil d'Etat*, 30 septembre 2016
- *Jurisprudence récente de la CJUE en matière de sécurité sociale*, 19 mai 2016, Académie de droit européen
- *Europe et politiques sociales : politiques d'inclusion*, IRTS Poitou-Charentes - 29 avril 2016
- *Le salaire du salarié détaché dans les différents Etats membres*, Université de Lorraine, 24 mars 2016
- *Clauses sociales : protection des travailleurs ou obstacle aux libertés économiques*, colloque université Rennes 2, 11 juin 2015
- *Santé au travail : Les travailleurs au-delà des frontières : quelle protection ?*, colloque université de Poitiers, 11 décembre 2014
- *Coordination de la fiscalité et de la sécurité sociale pour les personnes dans l'UE : enseignements jurisprudentiels*, Bruxelles, 3 octobre 2014, séminaire FreSsco
- *Le droit à un motif valable de licenciement dans la Charte sociale européenne*, 27 juin 2014, université de Limoges
- *Une année de droit social européen 2012/2013*, 8 novembre 2013, Liaisons Sociales, Paris
- *L'inscription complémentaire des chômeurs frontaliers auprès des services de l'emploi du dernier Etat de travail*, Luxembourg, 26 octobre 2013, séminaire de travail inter-services public de l'emploi (Allemagne-Belgique-France-Luxembourg)
- *Le CHSCT*, 5 avril 2013, rencontres annuelles de la Chambre sociale de la Cour de cassation, Cour de cassation
- *Libre circulation des travailleurs : actualité jurisprudentielle*, 21 mars 2013, Académie de droit européen
- *Rupture conventionnelle homologuée : premiers contentieux*, Institut du Travail, Strasbourg, 8 février 2013

(e)Encyclopédies juridiques

JURIS-CLASSEUR PROTECTION SOCIALE

- *Généralités : originalité et vue d'ensemble*, fasc. 200, 31 déc. 2019
- *Généralités : organisation et gouvernance de la sécurité sociale*, fasc. 201, 31 déc. 2019
- *Généralités : relations avec les usagers*, fasc. 206, 31 déc. 2019
- *Union européenne et conseil de l'Europe : aspects institutionnels et concepts-clé*, fasc. 212, 2025
- *Protection sociale et Conseil de l'Europe*, fasc. 212-10, 14 fév. 2023
- *Protection sociale et droit de l'Union européenne – généralités*, fasc. 212-20, 1^{er} sept. 2023
- *Protection sociale et droit de l'Union européenne - coordination des systèmes nationaux de sécurité sociale (principes)*, fasc. 212-30, 2025
- *Protection sociale et droit de l'Union européenne – prestations servies dans le cadre des règlements de coordination n°883/2004 et n°987/2009*, fasc. 212-40, 1^{er} septembre 2023
- *Protection sociale et droit de l'Union européenne – application des règlements de coordination en France*, fasc. 212-50, 14 fév. 2023

JURIS-CLASSEUR EUROPE

- *Droit de la sécurité sociale internationale : règles françaises unilatérales*, fasc. 576, mai 2020
- *Droit de la sécurité sociale internationale : conventions internationales de sécurité sociale*, fasc. 578, mai 2020

- *Conseil de l'Europe – conventions en matière sociale, fasc. 6310, février 2023*
- *Protection sociale et droit de l'Union européenne - généralités, fasc. 615, fév. 2023*
- *Protection sociale et droit de l'Union européenne – prestations servies, fasc. 618, 14 fév. 2023*
- *Protection sociale et droit de l'Union européenne – application des règles de coordination en France, fasc. 620, 14 fév. 2023*

LAMY MOBILITE INTERNATIONALE

- *Assurance chômage, étude 346 (2022)*
- *Lutte contre le travail illégal, étude 154 (2019)*
- *Travail illégal, étude 156 (2019)*
- *Le salarié étranger en mission temporaire en France, étude 150 (2018)*
- *Le principe de territorialité, étude 336 (2018)*
- *Accès à la protection sociale, étude 162 (2018)*
- *Protection sociale du salarié expatrié, étude 332 (2017)*
- *Protection sociale du salarié détaché, étude 334 (2017)*
- *Expatriation hors UE, étude 340 (2017)*

GUIDE ACTION SOCIALE (éd. Liaisons Sociales)

- *Droit européen de l'aide et de l'action sociale (2010-2020)*
- *La protection universelle maladie, Guide ASH de l'action sociale (2010-2020)*
- *La couverture maladie universelle complémentaire, Guide ASH de l'Action Sociale (2010-2020)*
- *L'aide médicale d'Etat (2010-2020)*
- *L'accès au droit et à la justice (2010-2020)*
- *L'action éducative et sociale en faveur des jeunes (2010-2020)*
- *L'allocation personnalisée d'autonomie (2010-2020)*
- *Les aides financières et la protection des personnes âgées (2010-2020)*
- *Les actions favorisant le maintien à domicile (2010-2020)*
- *L'hébergement des personnes âgées (2010-2020)*

3. Encadrement doctoral et scientifique

(a) Directions de thèse soutenues

- Johan Juge, *le chômage des frontaliers franco-suisse* » (co-direction Pr Kahil, université de Lausanne), 18 février 2022
- Iolanda Lupu, *Protection sociale professionnelle et Union européenne – dynamique et perspectives des régimes de pension*, 14 octobre 2019
- Carine N'Gowet, *La faute du salarié : approche de droit français et de droit gabonais* (codirection avec F. Héas), 4 mai 2017
- Apollinaire Goudou, *Le travail décent*, 16 décembre 2016
- Didier Takafo-Kenfack, *La sécurité de l'emploi dans l'entreprise*, 21 novembre 2014 – assistant à l'université de Dschang (Cameroun)

(b) Directions de thèse en cours

- Mathilde Lastère, *Unité et déclinaisons de l'obligation de sécurité dans les relations de travail salarié* (co-direction V. Bonnin), septembre 2020 – septembre 2023
- Christine Vidal, *Du milieu protégé au milieu ordinaire : l'insertion dans l'emploi des personnes handicapées et la protection de leurs droits fondamentaux* (co-direction V. Bonnin), septembre 2022- septembre 2023

(c) Participations aux jurys de thèse et HDR

Jurys de thèse

- Ludwig Deroy, *Le détachement des travailleurs en droit de l'Union européenne - La « dimension sociale » européenne à l'épreuve des fraudes au détachement*, université de Nantes, 12 janvier 2024
- Claire Bories, *L'accès aux soins des ressortissants de pays tiers dans l'Union européenne*, université de Toulouse I, 4 décembre 2023
- Antoine Philippon, *La coordination des systèmes de protection sociale à l'épreuve du droit français*, Université Lyon 3, 23 mars 2023
- Martha Verner, *Le statut du travailleur détaché – étude en droit français et en droit de l'Union européenne*, Université de Montpellier, 7 décembre 2021
- Johanna Miralles, *Le whistleblowing en droit français et américain*, décembre 2019, Aix Université
- Maud Girard, *Femme et travail dans la pensée juridique française*, 2 juillet 2019, université de Poitiers
- Meriem Abkoui, *La protection du travailleur détaché dans un cadre intra-européen*, 11 décembre 2017, université Rennes I
- Przemyslaw Sokolsski, « *L'évolution des politiques sociales en France et en Pologne depuis 1989* », Université de Poitiers, 29 mai 2017
- Thomas Morgenroth, « *La vie privée en droit du travail* », Université Lille 2, 5 décembre 2016
- Charles Guyon, « *L'influence des normes supranationales sur le droit du travail français* », Université Paris II Panthéon-Assas, 5 décembre 2015
- Lola Isidro, *L'étranger et la protection sociale*, université Paris Ouest Nanterre la Défense, 2 décembre 2015 (dir. Pr Cyril Wolmark)
- Eve Martin, *La faute de l'employeur à l'égard du salarié*, université Rennes I, 3 avril 2015 (dir. Pr. D. Corrigan-Carsin)
- Mickael D'Allende, *La contribution du droit européen au droit de la protection sociale complémentaire*, université Paris II (dir. Pr. B. Teyssié), 13 décembre 2014 - rapporteur
- William Beaugniet, *The protection of occupation pensions under EU law on the freedom of movement for workers, Institut universitaire européen*, Florence (dir. Pr. M-A Moreau), 28 novembre 2014 - rapporteur
- Koolanant Boonyasait, *Le statut des ressortissants de pays tiers sous le signe de la diversité* (dir. Pr. P. Rodière), université Paris I, 24 juin 2014 - rapporteur
- Laétitia Razé, *L'âge en droit social. Etude en droit européen, français et allemand* (dir. Pr. S. Hennion et O. Kaufmann), Université de Rennes I, 9 décembre 2013 - rapporteur
- Rhéa Jabbour, *La discrimination à raison de l'apparence physique (lookisme) en droit du travail français et américain approche comparatiste* (dir. F. Kessler), Université Paris I, 28 octobre 2013 - rapporteur
- Roger Mouloungui, *Le particularisme de la preuve en droit du travail* (dir. Pr. F. Marchadier), Université de Limoges, 21 décembre 2012 - rapporteur
- Silvia Gastaldi, *La citoyenneté de l'Union européenne : du critère économique au statut unique* (dir. Pr. C. Kessous), Université de Genève, 13 décembre 2012 - rapporteur

- Igor Lai, *Le statut des ressortissants des Etats tiers dans l'ordre juridique de l'Union européenne* (dir. P. Chaumette), Université de Nantes, 12 novembre 2012 - rapporteur

Jurys HDR

- Laure Camaji, MCF Université Paris Saclay, 29 juin 2022

4. Diffusion et valorisation des résultats de la recherche au service de la société

(a) Rapports de recherche (organisations internationales européennes)

- *Posting of workers: A comparison between social security and labour law* (N. Renuy, Université de York, D. Carascosa, Université Complutense Madrid, dir. J-Ph. Lhernould), DG EMPL (Commission européenne), oct. 2024
- *Employment characteristics and undeclared work in the cultural and creative sector* (expert pour la France), Autorité Européenne du Travail, oct. 2024
- *Study on the remuneration and payment of 'posting allowance' expenses in selected EU Member States*, Mission of Switzerland to the EU, juillet 2024
- *Bilateral and multilateral agreements between national public authorities of EU Member States in the area of labour mobility*, Autorité Européenne du Travail, 2024
- *Undeclared work in the cultural and creative sector (France)*, Autorité Européenne du Travail, 2024
- *Report on the Cooperation Practices, Possibilities and Challenges between Member States - Specifically in Relation to the Posting of Third Country Nationals*, Commission européenne, DG EMPL, janvier 2023
- *Setting up of ELA's mediation procedure*, Autorité Européenne du Travail, juin 2022 (avec Pr Philippa Watson, City University of London, Pr Barney Jordan, Vlerick Business School, Ghent)
- *Recommendations for the European Labour Authority (ELA) on activities on the matter of third-country nationals*, Autorité Européenne du Travail, février 2022
- *Thematic Review 2021 on Platform Work – France*, Commission européenne, European Centre of Expertise (ECE) in the field of labour law, employment and labour market policies, 2021
- *Preliminary assessment of the conformity of national measures implementing Directive (EU) 2018/957 of 28 June 2018 amending Directive 96/71/EC concerning the posting of workers in the framework of the provision of services* (DG EMPL, Commission européenne), 2021
- *Artificial Intelligence and Gender Biases in Recruitment and Selection Processes – the case of France*, novembre 2020 (Commission européenne, The EU Mutual Learning Programme in Gender Equality)
- *Coordination of unemployment benefits for unemployed persons who resided in a Member State other than the competent Member State, and eventual consequences of the revision of the social security coordination rules* (DG EMPL, Commission européenne), 2020
- *Study to gather evidence on the working conditions of platform workers*, (DG EMPL, Commission européenne), 2019
- *The application of free movement of workers and social security coordination rules by national courts*, MoveS (DG EMPL Commission européenne), 2019 (avec Pr Dolores Carrascosa (Complutense University))
- *comparative assessment of national legislations on the application of the 'home base principle' for the determination of the legislation applicable for aircrew in accordance with Article 11(5) of Regulation (EC) No. 883/2004*, MoveS (DG EMPL Commission européenne), 2018
- *Consequences and possible solutions in cases of lump sum payment of pensions, reimbursement of contributions and waiver of pensions*, MoveS (DG EMPL Commission européenne), 2018

- *Employment and working conditions of selected types of platform work*, National context analysis France, EUROFOUND, 2018
- *The interrelation between social security coordination law and labour law*, Commission européenne, DG EMPL, 2017
- *Posting of workers Directive – current situation and challenges*, rapport pour le Parlement Européen, 2016
- *The application of Directive 2014/54/EU of the European Parliament and of the Council of 16 April 2014 on measures facilitating the exercise of rights conferred on workers in the context of freedom of movement for workers*, Commission européenne, DG EMPL, 2016
- *Study on wage setting systems and minimum rates of pay applicable to posted workers in accordance with Directive 96/71/EC in a selected number of Member States and sectors* (coordinateur scientifique), Commission européenne, 2015
- *Assessment of the impact of amendments to the EU social security coordination rules to clarify its relationship with Directive 2004/38/EC as regards economically inactive persons* (coordinateur scientifique), FreSsco, Commission européenne, mai 2015
- *Linking information and consultation procedures at local and European level*, Eurofound, 2015 (expert national)
- *Procedures related to the granting of PD A1: an overview of countries practices*, FreSsco, Commission européenne, mai 2014
- *Overview of means testing in European Countries*, European Commission, Missoc, novembre 2013

(b) Activités d'expertise scientifique

- Membre du Comité de direction du réseau de recherche MoveS, contrat de recherche quadriennal, financement Commission européenne, depuis 2013 (<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1098&langId=fr>)
- Expert auprès de la *présidence Belge de l'Union européenne*, présidence de la Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants (1^{er} semestre 2024)
- Expert *Fonds National de la recherche Scientifique* (Belgique) depuis 2015 (2019 : 2 expertises de projet de recherche ; 2020 : 1 expertise ; 2021 : expertise ; 2023 : 1 expertise)
- Expert *Research Foundation Flanders* (Belgique) depuis 2020 (2 à 3 dossiers / an d'expertise de projets de recherche)
- Expert *Fundação para a Ciência e a Tecnologia* (Portugal), 2015
- Mémoires et notes dans le cadre de litiges portés devant la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE 14 septembre 2017, aff.C-168/16 et C-169/16 ; CJUE 14 mai 2020 aff. 17/19 ; CJUE 19 mai 2022, aff.C-33/21) et la Cour de cassation (Cass. soc. 4 juillet 2023, n°22-83.681)

(c) Diffusion de la connaissance

Conférences/formations/articles de presse en langue anglaise

- *Free movement of workers*, Autorité Européenne du Travail, Zagreb, 2 juillet 2024
- *Free movement of workers and posting*, Autorité Européenne du Travail, Lyon, 11 octobre 2023
- *Undeclared work: EU definition and challenges*, Autorité Européenne du Travail, Bruxelles, 6 juillet 2022
- *30 Years – 30 cases – The Viking & Laval cases* - Académie de droit européen, <https://era30.eu/fr/30-years-30-cases/>
- *Introduction to EU labour law*, Académie de droit européen, Trier, 27 juin 2022

Conférences/formations/articles de presse en langue française

- *Le statut social du dirigeant d'entreprise transfrontalier – l'exemple France-Luxembourg*, Union des Entreprises de Moselle, 3 avril 2025
- *Le statut social des travailleurs frontaliers : relations France-Luxembourg*, ERAGE (école d'avocat du Grand Est), Metz, 29 avril 2022
- L'actualité jurisprudentielle de la chambre sociale de la Cour de cassation (ECO, école des avocats du grand ouest), depuis 2007 – en dernier lieu : 11 mars et 13 mai 2022)
- *L'actualité du détachement*, DREETS Grand Est, 24 juin 2022
- *L'actualité du statut des travailleurs frontaliers*, DREETS Grand Est, 4 juin 2021
- *Travail à l'ère des plateformes*, rapport du conseil du numérique, 2020, expert auditionné
- *Sept questions pour un Brexit*, Feuillet Rapide Francis Lefebvre, septembre 2019
- *Le détachement*, Direccte Grand-Est, Metz, 21 mars 2019
- *L'Europe sociale*, Conférence-rencontre avec les élus du département d'Indre et Loire, 19 mars 2019
- Protection Sociale Informations, interview, 31 octobre 2018
- *La mise en place du CSE*, Direccte Grand-Est, Châlons en Champagne, 20 septembre 2018
- *La réforme du droit du travail : le CSE*, Direccte Grand-Est, Nancy, 4 juillet 2018
- *Le Monde*, 8 février 2018 (« travailleurs détachés : La Cour de Luxembourg fait tomber un dogme »)
- *Le Monde*, 30 mars 2018 (« Travailleurs détachés : vers des règles plus souples dans les zones frontalières »)

(d) Participations à des réseaux / contrats de recherche nationaux ou internationaux

Réseaux européens

- *Free Movement of Workers and Social Security (FreSso)* – contrat quadriennal « Commission européenne » 2018-2022 (plusieurs millions d'euros), membre du comité de direction
- *Mutual Information System on Social Protection (MISSOC)* : expert analytique (2008-2014) – contrat pluriannuel « Commission européenne », plusieurs millions d'euros
- *Training and Reporting on European Social Security (trESS)* : expert analytique et membre du comité de direction (2003-2018) – contrat pluriannuel « Commission européenne », plusieurs millions d'euros
- *EUROFOUND* (European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions) (depuis 2015)

Réseaux français

- Membre des rencontres (fermées) du Conseil d'Etat en droit du travail (« rencontres de Nancy »), - depuis 2016
- Membre des rencontres (fermées) de la chambre sociale de la Cour de cassation – depuis 2018

5. Responsabilités scientifiques

(a) Direction éditoriale

- Directeur scientifique de la collection *Juris-Classeur Protection Sociale* (depuis 2010)
- Conseiller scientifique (coordinateur de la partie « études ») *Revue de Jurisprudence Sociale* (depuis 2017)
- Membre du comité scientifique *Droit Social* (depuis 2012)
- Membre du comité scientifique *La Semaine Juridique - Social*
- Membre du comité éditorial *European Employment Law Cases*, ed. Sdu Uitvegers, La Haye (depuis 2015)
- Membre du conseil restreint de rédaction *La Revue des Sciences de Gestion* (depuis 2013)
- Coordinateur de la chronique « Actualité de la Jurisprudence Sociale Communautaire et Internationale », *Revue de Jurisprudence Sociale* (2005-20016)

(b) Organisation de colloques

Colloques internationaux

- *Free movement of vulnerable workers*, université Paris I, Paris, 7 février 2025 (co-organisation avec S. Robin-Olivier, Professeur à l'université Paris I), Commission européenne
- *Télétravail transfrontalier entre la Suisse et la France : aspects pratiques et solutions possibles*, colloque co-organisé par avec le Professeur Bettina Kahil, université de Lausanne, Lausanne, 26 mai 2023
- *The impact of the Covid-19 crisis on the Free Movement of Workers: Reflecting on emerging categories and their transformative power*, 2022, Université de Paris 1 (co-organisation avec S. Robin-Olivier, Professeur à l'université Paris 1), financement Commission européenne
- *EU Discrimination Law and Intra EU Mobility*, Universités Paris I – Poitiers, 9 septembre 2016, co-organisation avec Sophie Robin-Olivier
- *Annual conference on social security law*, Trier, 22-23 mai 2015, *European Academy of Law* – co-organisateur

Colloques nationaux

- *Les entreprises françaises face au défi de la mobilité*, Paris, colloque AG2R, 31 janvier 2020
- *Le consentement du salarié après 10 ans de réforme de droit du travail*, Université de Poitiers, 11 octobre 2019, PU de Poitiers, 2020
- *Règlements de coordination, textes en vigueur et révision en cours : problèmes pratiques et enjeux*, séminaire MoveS (programme Commission européenne), Poitiers, 11 juin 2018
- *Autour du principe de neutralité dans l'entreprise - Le droit français à l'épreuve des arrêts de la Cour de justice du 14 mars 2017*, faculté de droit de Nancy, 29 septembre 2017, co-organisation avec Alexia Gardin et Barbara Palli, publié in *Droit Social*, avril 2018
- *Le travail sans frontière*, Université de Lorraine, 30 mars 2017, co-organisation avec Alexia Gardin et Barbara Palli

(c) Direction de publications collectives

- Direction scientifique, n° spécial, *JS Lamy* n°600 (suppl.), 4 févr. 2025
- Direction scientifique, n° spécial « *Retour sur la jurisprudence marquante des dix dernières années* », *JS Lamy* n°500, 19 juin 2020 (contributions des magistrats de la chambre sociale de la Cour de cassation, de membres du Conseil d'Etat, avocats et professeurs de droit du travail)
- Coordination n° spécial *Droit Social*, avril 2018, « *Le voile dans l'entreprise* »

NOTES DE JURISPRUDENCE : DROIT DU TRAVAIL

- 1) Cass. soc., 21 mai 2025, n°23-18.003 (« Précisions sur le report par l'employeur de l'entretien préalable au licenciement en cas de maladie du salarié »), *JS Lamy* n°609, 1^{er} juillet 2025
- 2) Cass. soc., 27 mai 2025, n° 23-23.743 (« Contrat de mission requalifié en CDI : en cas de nullité, la demande de réintégration est opposable à l'entreprise de travail temporaire ! »), *JCP éd.S*, 17 juin 2025, 1182
- 3) Cass. soc., 2 mai 2025, n° 22-17.290 (« Du refus d'accès au secteur 2 signifié à un médecin formé en Italie »), *JCP éd.S*, 17 juin 2025, 1183

- 4) Cass. soc., 14 mai 2025, n°24-14.319 (« Redéfinition de la frontière entre temps de travail effectif et période d'astreinte »), JS Lamy n°608, 17 juin 2025
- 5) Cass. soc., 21 mai 2025, n° 22-11.901 (« Rupture amiable du contrat de travail dans le cadre d'un PDV : le contrat de sécurisation professionnelle ne s'impose pas »), JCP éd.S, 10 juin 2025, 1176
- 6) Cass. soc., 6 mai 2025, n° 23-23.051 (« Un PSE peut-il fixer un nombre minimal d'offres de reclassement proposées aux salariés menacés de licenciement économique ? »), JCP éd.S, 10 juin 2025, 1174
- 7) Conseil d'Etat, 4 avril 2025, n° 471490 (« Refus pour raisons de santé d'une modification du contrat de travail résultant d'un APC »), JS Lamy n°607, 4 juin 2025
- 8) Cass. soc., 29 avril 2025, n° 23-23.494 (« Détermination de l'indemnité minimale de licenciement sans cause réelle et sérieuse quand l'entreprise a moins de 11 salariés »), JCP éd.S, 3 juin 2025, 1165
- 9) Cass. soc., 2 avril 2025, n° 23-20.987 (« La base de calcul des indemnités dues en cas de licenciement nul est clarifiée »), JCP éd.S, 3 juin 2025, 1166
- 10) Cass. soc., 5 mars 2025, n° 23-13.802 (« L'absence de proposition de reclassement du salarié inapte ne dispense pas de consulter les représentants du personnel »), JCP éd.S, 22 avril 2025, 1120
- 11) Cass. crim., 12 mars 2025, no 24-81.644 (« Révolution dans les entreprises françaises : la consécration du harcèlement sexuel d'ambiance »), JS Lamy n°606, 7 mai 2025
- 12) Cass. soc., 2 avril 2025, n° 24-11.728 (« De la réticence de l'employeur d'investir dans un fauteuil ergonomique au profit d'un salarié handicapé employé en CDD »), JCP éd.S, 22 avril 2025, 1120
- 13) Cass. soc., 19 mars 2025, n° 23-21.210 (« La caisse nationale et les caisses primaires d'assurance maladie ne constituent pas un groupe de reclassement, vraiment ? »), JCP éd.S, 15 avril 2025, 1113
- 14) Cass. soc., 5 mars 2025, (« Calcul des indemnités de rupture lorsque l'arrêt maladie suit un temps partiel thérapeutique »), JS Lamy n°605, 23 avril 2025
- 15) Cass. soc., 26 févr. 2025, n°23-15.427 (« Adhésion au CSP : sanction du défaut d'information sur la priorité de réembauche »), JS Lamy n°604, 8 avril 2025
- 16) Cass. soc., 12 mars 2025, n° 23-22.756 (« Lorsque le congé de reclassement excède la durée du préavis, les avantages en nature sont-ils dus ? »), JCP éd.S, 8 avril 2025, 1104
- 17) Cass. soc., 12 mars 2025, n° 22-20.627 (« Comment établir le refus du salarié transféré d'accepter le contrat de travail proposé par une personne morale de droit public ? »), JCP éd.S, 8 avril 2025, 1105
- 18) Cass. soc., 5 févr. 2025, n° 23-13.503 (« Compétence des juridictions françaises pour statuer sur la rupture du contrat de travail par une société étrangère lorsque le salarié a été affecté temporairement en France auprès d'une autre société du groupe »), JCP éd.S, 25 mars 2025, 1090
- 19) Cass. soc., 15 janv. 2025, n°23-14.765 (« Transport routier : qualification du temps passé pour se rendre sur le lieu de prise en charge du véhicule »), JS Lamy n°602-603, 5 mars 2025
- 20) Cass. soc., 8 janv. 2025, n°23-15.410 (« Une convention collective peut moduler les indemnités de licenciement en fonction de l'âge »), JS Lamy n°601, 23 fév. 2025
- 21) Cass. soc., 27 nov. 2024, n°23-13.056 (« Du salarié maçon qui aide un ami à construire sa maison pendant un arrêt de travail »), JS Lamy n°600, 4 fév. 2025
- 22) CJUE 4 oct. 2024 aff. C-650/22, FIFA c/ BZ (« Libre circulation des travailleurs et rupture anticipée du contrat de travail : un exemple médiatisé d'entrave non discriminatoire prohibée par le droit de l'Union »), RJS 2/25 p.33
- 23) CJUE 17 oct. 2024 aff. C-349/23, HB et CJUE 17 oct. 2024 aff. C-408/23 (« Contestation des limites d'âge pour accéder à un emploi ou pour continuer de l'exercer »), RJS 2/25 p.31
- 24) Cass. soc. 8 janv. 2025, n°20-18.484 (« Étendue de la garantie AGS en cas de rupture du contrat de travail par prise d'acte ou demande de résiliation judiciaire : la Cour de cassation revire pour se conformer au droit de l'Union »), JCP S, 8 janv. 2025, 1023
- 25) Cass. soc., 27 nov. 2024, n°22-13.694 (« Mettre à la retraite d'office un salarié recruté alors qu'il était déjà retraité ? »), JS Lamy n°599, 21 janv. 2025
- 26) Cass. soc., 6 nov. 2024, n°23-17-699 (« Transaction formulée en termes généraux : la Cour de cassation enfonce le clou de sa portée »), JS Lamy n°597-598, 24 déc. 2024
- 27) Cass. soc., 23 oct. 2024, n° 20-17.055 (« Conflit de lois et contrat de travail : nouvelle question préjudicielle à la CJUE autour du critère de rattachement des « liens plus étroits »), JCP S, 3 déc. 2024, 1370

- 28) CJUE 29 juillet 2024 aff. C-184/22 et C-185/22, Kuratorium (« Comment caractériser une discrimination indirecte au détriment des femmes lorsque l'entreprise emploie essentiellement des femmes ? »), RJS 12/24 p.22
- 29) CJUE 20 juin 2024 aff. C-540/22, SN (« Détachement intra-communautaire de ressortissants d'Etats tiers à l'Union : précisions importantes sur les conditions du droit de séjour »), RJS 12/24 p.17
- 30) Cass. soc., 9 oct. 2024, n°23-10.488 (« Invoquer le coemploi hors du groupe de sociétés, c'est possible »), JS Lamy n°595, 8 nov. 2024
- 31) Cass. soc., 25 sept. 2024, n°23-11.860 (« Porter atteinte à l'intimité de la vie privée : un nouveau cas de nullité du licenciement »), JS Lamy n°594, 24 oct. 2024
- 32) Cass. soc., 4 sept. 2024, n° 22-23.648 (« Le retour en grâce du préjudice nécessaire n'atteint pas le défaut de visite de reprise »), JCP S, 8 oct. 2024, 1307
- 33) Cass. soc., 11 sept. 2024, n°22-18.409 (« Licencier pour cessation d'activité quand le contrat est suspendu pour accident du travail »), JS Lamy n°593, 8 oct. 2024
- 34) CJUE 16 mai 2024, aff.C-706/22, Konzernbetriebsrat („Société européenne : pas de négociation possible a posteriori sur l'implication des travailleurs »), RJS 10/24 chron. p.12
- 35) Cass. soc., 3 juill. 2024, n°22-17.452 (« Modalités de renonciation à la clause de non-concurrence : le contrat fait la loi »), JS Lamy n°592, 27 septembre 2024
- 36) Cass. soc., 19 juin 2024, n° 23-10.817 (« Le consentement vicié de l'employeur à une rupture conventionnelle : conditions et effets ») JS Lamy n°589-590, 30 juillet 2024
- 37) Cass. soc., 12 juin 2024, n°23-11.825 (« Précisions sur l'indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse en cas de faible ancienneté »), JS Lamy n°588, 16 juillet 2024
- 38) CJUE 22 février 2024 aff. C-649/22, Randstad (« Prévoyance des intérimaires et égalité de traitement avec les salariés de l'entreprise utilisatrice : un arrêt annonciateur de changements en droit français ? »), RJS 7/24 p.21
- 39) Cass. soc., 29 mai 2024, n°22-16.218 (« S'aimer au travail sans le dire, une faute grave, vraiment ? »), JS Lamy n°587, 2 juillet 2024
- 40) Cass. soc., 3 mai 2024, n° 21-21.615 (« Quand une juridiction française doit appliquer une législation étrangère non conforme à une directive du droit de l'Union sur l'égalité hommes-femmes »), JCP éd. S 18 juin 2024, n°203
- 41) Cass. soc., 7 mai 2024, n° 22-22.641 (« Changement d'employeur au sein du groupe : il faut une convention tripartite ! »), JS Lamy n°586, 18 juin 2024
- 42) Cass. soc., 20 mars 2024, n° 22-19.153 (« Quand un syndicat diffuse des tracts injurieux et le bulletin de paie d'un délégué syndical... »), JCP éd. S 21 mai 2024, n°1160
- 43) Cass. soc., 24 avril 2024, n°22-20.352 (« Les activités exercées par un imam relèvent-elles du contrat de travail ? »), JS Lamy n°585, 4 juin 2024
- 44) Cass. soc., 13 mars 2024, n°22-10.551 (« Rupture conventionnelle : enchaîner le même jour l'entretien et la signature dans un contexte conflictuel, c'est possible ! »), JS Lamy n°584, 7 mai 2024
- 45) CJUE, 22 févr. 2024, aff. C-125/23, Unédic (« Étendue de la garantie AGS en cas de rupture du contrat de travail par prise d'acte pendant la période d'observation : la CJUE contredit la Cour de cassation »), JCP éd. S 9 avril 2024, n°1117
- 46) Cass. soc. 6 mars 2024, n°22-22.315 (« Sort du salarié transféré vers une personne publique quand la reprise est réglementairement impossible »), JS Lamy n°583, 23 avril 2024
- 47) CJUE, 25 janv. 2024, aff. C-389/22, Croce Rossa Italiana (« Bénévole d'une association humanitaire ou travailleur déguisé ? La méthode du droit de l'Union européenne »), JCP éd. S 12 mars 2024, n°1078
- 48) Cass. soc., 22 nov. 2023, no 22-19.658 (« Heures de délégation : en user, c'est bien, en abuser...), Cahiers Lamy du CSE, mars 2024
- 49) CJUE 16 novembre 2023 aff. C-583/21, NC (« Les études notariales relèvent de la directive « transfert d'entreprise »), RJS 3/24
- 50) Cass. soc., 7 févr. 2024, n° 22-20.258 (« Le CDI intérim peut donner lieu à deux licenciements injustifiés du même salarié ! »), JS Lamy n°580-581, 12 mars 2024
- 51) Cass. soc., 17 janv. 2024, n°22-19.733 (« Licencier à la fois pour faute et insuffisance de résultat, c'est possible »), JS Lamy n°579, 20 février 2024
- 52) Cass. soc., 20 déc. 2023, n°22-11.676 (« Évolution de rémunération des titulaires de mandat : un arrêt, deux précisions inédites sur le mode de calcul »), JS Lamy n°578, 7 février 2024
- 53) Cass. soc., 13 déc. 2023, n° 22-19.603 (« Avis d'inaptitude : dispenser de recherche de reclassement dans un établissement n'est pas dispenser de toute recherche ! »), JCP éd. S, 16 janv. 2024, 1015

- 54) Cass. soc., 29 nov. 2023, n°22-10.494 (« Inclure l'indemnité de congés payés dans la rémunération : la fausse bonne idée ! »), JS Lamy n°577, 23 janvier 2024
- 55) CJUE 12 octobre 2023 aff. C-57/22, YQ (« Licenciement nul, réintégration et droits à congés payés »), RJS 1/24
- 56) CJUE 9 novembre 2023 aff. C-271/22 à C-275/22, XT et al. c/ Keolis Agen SARL (« Congés payés et absence prolongée pour maladie : le report ne peut pas être illimité, qu'on se le dise ! »), RJS 1/24
- 57) CE, 31 oct. 2023, n°456332 (« Ordre des licenciements économiques : comment apprécier les qualités professionnelles des salariés ? »), Cahiers Lamy du CSE, 1^{er} janvier 2024, n°243
- 58) Cass. soc. 18 oct. 2023, n°22-18.678 (« Dénonciation de faits de harcèlement, mesures de rétorsion : charge de la preuve »), JS Lamy n°575-576, 21 décembre 2023
- 59) Cass. soc., 25 oct. 2023, n° 21-21.946 (« Charge de la preuve des durées maximales de travail quand le salarié est un intérimaire »), JCP éd. S, 28 nov. 2023, 1313
- 60) Cass. soc., 4 oct. 2023, n°21-25.452 (« L'alcool fait des ravages ! Des photos extraites des réseaux sociaux peuvent le prouver »), JS Lamy n°574, 6 décembre 2023
- 61) Cass. soc., 27 sept. 2023, n°21-22.937 (« Précisions sur la protection contre le licenciement du parent qui n'a pas accouché »), JS Lamy n°573, 7 novembre 2023
- 62) Cass. soc., 13 sept. 2023, n° 22-12.970 (« Avis d'inaptitude : le poids des mots... »), Semaine Sociale Lamy, 16 oct. 2023, n°2063
- 63) CJUE 15 juin 2023 aff. C-132/22, BM (« Prendre en compte les années d'expérience accomplies dans tout État membre de l'Union : une exigence consubstantielle à la libre circulation des travailleurs »), RJS 10/23, p.25
- 64) CJUE 15 juin 2023 aff. C-411/22, Thermalhotel Fontana (« Covid-19 : Une mesure de soutien aux entreprises doit être compatible avec l'article 45 du traité »), RJS 10/23, p.26
- 65) Cass. soc., 6 sept. 2023, n° 22-13.783 (« « Client-mystère » : de l'évaluation professionnelle au licenciement disciplinaire »), JS Lamy n°571, 9 octobre 2023
- 66) Cass. soc., 5 juill. 2023, n° 22-10.158 (« Notion de groupe de reclassement : l'influence notable n'est pas le contrôle ! »), JCP éd. S, 5 sept. 2023, n°1219
- 67) CJUE, 6 juill. 2023, aff. C-404/22 (« La directive « information-consultation » ne vise pas les relations individuelles de travail »), JCP éd. S, 5 sept. 2023, 1221
- 68) Cass. soc., 21 juin 2023, n°21-24.279 (« Créer un poste peut-il suffire à satisfaire à l'obligation de reclassement du salarié inapte ? »), JS Lamy n°569, 12 septembre 2023
- 69) Cass. soc., 24 mai 2023, n°21-12.066 (« Changement d'employeur hors transfert légal d'entreprise : l'accord exprès du salarié est requis »), JS Lamy n°568, 24 juillet 2023
- 70) CE, 13 avr. 2023, n° 459213 (« Rupture conventionnelle d'un salarié protégé harcelé : quel contrôle par l'Administration ? »), JS Lamy n°567, 7 juillet 2023
- 71) Cass. Soc., 7 juin 2023, n° 21-23.557 (« Préjudice nécessaire en cas de manquement de l'employeur aux règles d'évaluation gratuite de la santé du travailleur ? La Cour de cassation saisit la CJUE de questions préjudicielles »), JCP éd. S 27 juin 2023, 1173
- 72) Cass. soc., 13 avr. 2023, n°21-23.920 (« Rupture du contrat de mission avant le retour de la personne remplacée : quelles conséquences ? »), JS Lamy n°566, 19 juin 2023
- 73) Cass. soc., 13 avr. 2023, no 21-11.322 (« Titres-restaurants et travail à temps partiel »), JS Lamy n°565, 7 juin 2023
- 74) Cass. soc., 15 mars 2023, n°21-23.814 (« Effets de la clause de dédit-formation en cas de rupture conventionnelle »), JS Lamy n°564, 24 mai 2023
- 75) Cass. soc. 8 mars 2023, n°20-18.507 (« Modalités de réintégration d'une salariée licenciée en raison de l'exercice de son mandat de conseillère municipale »), JS Lamy n°563, 9 mai 2023
- 76) Cass. soc., 1^{er} mars 2023, n°21-21.345 (« Rupture conventionnelle et harcèlement moral : liaisons à hauts risques »), JS Lamy n°562, 26 avril 2023
- 77) Cass. soc., 8 fév. 2023, n°21-16.805 (« Portée de la garantie conventionnelle d'emploi en cas d'absence pour maladie »), JS Lamy n°561 7 avril 2023
- 78) Cass. soc., 25 janv. 2023, n°21-16.825 (« Forfait jours : il faut caractériser de manière concrète l'autonomie du salarié »), JS Lamy n°560, 17 mars 2023
- 79) CJUE 29 septembre 2022 aff. C-3/21, FS (« Obligations de coopération administrative, obligation d'information et prescription : Des conséquences de l'absence de demande des prestations familiales «), RJS 3/23

- 80) CJUE 18 oct. 2022 aff. C-677/20, IG Metall ver.di / SAP SE (« Transformation en SE et implication des travailleurs : la Cour de justice consolide le principe avant/après »), RJS 3/23
- 81) Cass. 2e civ., 5 janv. 2023, n° 21-13.48 (« Avant de redresser, l'URSSAF doit d'abord s'assurer que la législation française de sécurité sociale est applicable »), JCP éd. S 28 fév. 2023, note 1055
- 82) Cass. soc. 26 oct. 2022, n°21-10.495 (« La mobilité intragroupe doit reposer sur une convention écrite tripartite »), JS Lamy n°559, 6 mars 2023
- 83) Cass. soc., 14 déc. 2022, n°21-18.139 (« Preuve des temps de repos : le télétravailleur est un salarié comme un autre »), JS Lamy n°558, 20 février 2023
- 84) Cass. soc. 7 déc. 2022, n°21-16.000 (« L'effet limité de la volonté du salarié en matière d'obligation de reclassement préalable à un licenciement économique »), JS Lamy n°557, 6 février 2023
- 85) Cass. soc., 23 nov. 2022, n°21-16.162, (« La modification du contrat de travail pour motif économique n'est pas un acte subséquent au PSE »), JS Lamy n°556, 24 janvier 2023
- 86) Cass. soc., 16 nov. 2022, n°21-17.255 (« Pas de consultation des représentants du personnel en cas d'avis inaptitude d'origine non-professionnelle dispensant d'une recherche de reclassement »), JS Lamy n°555, 10 janvier 2023
- 87) CJUE 22 sept. 2022 aff. C-518/20 et C-727/20, XP c/ Fraport («Durée du report des congés payés lorsque le salarié a été dans l'impossibilité de les prendre : la CJUE assouplit la jurisprudence KHS »), RJS 1/23
- 88) CJUE 15 sept. 2022 aff. C-58/21, FK c./ Rechtsanwaltskammer Wien (« Exercice d'activités libérales dans trois États membres de l'Union : loi de sécurité sociale applicable et pension de vieillesse anticipée »), RJS 1/23
- 89) Cass. soc., 21 sept. 2022, n°20-18.511 (« Des modalités de renouvellement de la clause de non-concurrence »), JS Lamy n°553-554, 18 novembre 2022
- 90) Cass. soc., 23 nov. 2022, n° 21-14.060 (« Réguler le port des coiffures dans l'entreprise peut constituer une discrimination fondée sur l'apparence physique en lien avec le sexe »), JCP éd. S n° 49, 13 décembre 2022, 1317
- 91) Cass. soc., 21 sept. 2022, n°21-13.552 (« Nullité du licenciement du salarié protégé dont la réintégration est impossible : l'indemnité compensatrice de congés payés est désormais due »), JS Lamy n°552, 18 novembre 2022
- 92) Cass. soc., 21 sept. 2022, n°20-18.511 (« Licenciement économique : du droit de recourir à tout indicateur économique et tout élément pour justifier des difficultés économiques »), JS Lamy n°551, 7 novembre 2022
- 93) CJUE, 22 sept. 2022, aff. C-120/21 (« Le régime de prescription des congés payés précisé par la CJUE : conformité du droit français ? »), JS Lamy n°550, 25 octobre 2022
- 94) CA Versailles, 18 mai 2022, RG 19/03230 (« Maladie pendant les congés payés : une décision préfigurant une inéluctable évolution »), JS Lamy n°549, 7 octobre 2022
- 95) Cass. soc., 12 juill. 2022, n°20-23.651 (« Prise en compte des contrats aidés dans les critères d'ordre des licenciements économiques »), JS Lamy n°548, 23 septembre 2022
- 96) Cass. soc., 18 mai 2022, n°20-18.717 (« Conséquences de la renonciation par l'employeur à la mise à pied conservatoire »), JS Lamy n°547, 14 septembre 2022
- 97) Cass. soc., 25 mai 2022, n°21-12.811 (« Harcèlement moral et obligation de prévention des risques professionnels ne se confondent pas »), JS Lamy n°546, 21 juillet 2022
- 98) Cass. soc., 11 mai 2022, pourvoi n°20-21.103 (« Sort de l'indemnité de rupture en cas de décès du salarié après homologation de la rupture conventionnelle »), JS Lamy n°545, 5 juillet 2022
- 99) Cass. soc., 13 avr. 2022, pourvoi n°20-14.870, (« Tout travailleur de plateforme n'est pas nécessairement subordonné : l'exemple d'un chauffeur de taxi »), JS Lamy n°544, 20 juin 2022
- 100) CJUE, 19 mai 2022, aff. C-33/21 (« Un local d'attente destiné à accueillir les équipages d'une compagnie aérienne peut-il servir de critère de rattachement pour identifier la loi de sécurité sociale applicable ? »), JCP éd. S, 2022, n°1163
- 101) CJUE 8 mars 2022 aff. C-205/20, NE (« Les sanctions imposées en matière de détachement sous contrôle étroit du principe de proportionnalité »), RJS 6/22
- 102) CJUE 10 février 2022 aff. C-219/20, LM (« Contrôle du délai de prescription pour manquement aux obligations relatives à la rémunération des travailleurs détachés »), RJS 6/22
- 103) Cass. soc., 30 mars 2022, n°20-19.838 (« Savoir reconnaître une clause de non-concurrence »), JS Lamy n°542, 17 mai 2022
- 104) CE, 14 mars 2022, n°434343, (« Prohiber de manière générale la consommation d'alcool dans l'entreprise est possible en vertu de l'obligation de sécurité »), JS Lamy n°541, 4 mai 2022

- 105) Cass. soc., 9 mars 2022, pourvoi n°20-17.005 (« Proposer une rétrogradation-sanction n'empêche pas de licencier pour insuffisance professionnelle »), Semaine Sociale Lamy, 25 avril 2022, n°1997, JS Lamy n°540, 20 avril 2022
- 106) Cass. soc., 2 févr. 2022, n°20-13.833 (« De l'effet boomerang de l'entretien annuel sur le terrain disciplinaire »), JS Lamy n°539, 5 avril 2022
- 107) CJUE 13 janvier 2022 aff. C-514/20, Koch (« Calcul des heures supplémentaires en cas de congés payés : un revirement de jurisprudence s'annonce en droit français »), RJS 4/22
- 108) Cass. soc., 19 janv. 2022, n°20-12.420 (« L'employeur ne doit pas porter atteinte à l'image de ses salariés et ex-salariés »), JS Lamy n°538, 18 mars 2022
- 109) Cass. soc., 26 janv. 2022, n°20-21.636 (« Travailler plus de 48 heures par semaine cause nécessairement un préjudice : de nouvelles perspectives pour les salariés »), JS Lamy n°537, 4 mars 2022
- 110) Cass. soc., 8 déc. 2021, n°20-11.738, (« Contrat de travail international : lorsqu'il s'exécute en France, difficile d'échapper au droit français de la rupture du contrat de travail ! »), JS Lamy n°536, 21 février 2022
- 111) Cass. soc., 15 déc. 2021, n°20-18.782 (« Tentatives avortées de contournement du barème Macron »), JS Lamy n°535, 7 février 2022
- 112) Cass. soc., 1^{er} déc. 2021, n°19-24.766 (« Un licenciement nul ouvre droit aux congés payés pour la période d'éviction »), JS Lamy n°534, 24 janvier 2022
- 113) CJUE, 11 nov. 2021, aff. C-214/20 (« Périodes d'astreinte : repos ou travail ? Des précisions utiles de la CJUE autour des pompiers...et au-delà »), JS Lamy n°533, 12 janvier 2022
- 114) CJUE, 28 oct. 2021, aff. C-909/19, « Les périodes de formation professionnelles obligatoires sont-elles du temps de travail ? », JS Lamy n°531-532, 20 décembre 2021
- 115) CJUE 8 juillet 2021 aff. C-428/19, RapiSpeed (« Une indemnité journalière versée à un chauffeur-routier hongrois doit-elle être comprise pour vérifier le respect du salaire minimum français ? »), RJS 12/21 p.962
- 116) CJUE 2 septembre 2021 aff. C-928/19 P, EPSU (« Le pouvoir d'initiative législative de la Commission conforté au détriment des partenaires sociaux européens »), RJS 12/21 p.953
- 117) Cass. soc., 22 sept. 2021, n°19-12.538 (« Des situations dans lesquelles un entretien doit avoir lieu avant notification d'un avertissement »), JS Lamy n°530, 18 novembre 2021
- 118) Cass. soc., 15 sept. 2021, n°19-25.613 (« Concomitance entre inaptitude et cessation d'activité : quel licenciement ? »), JS Lamy n°529, 4 novembre 2021
- 119) Cass. soc., 15 sept. 2021, n°19-19.563 (« Le salarié à temps partiel qui travaille à temps plein au cours d'une semaine donnée est un salarié à temps plein »), JS Lamy n°528, 22 octobre 2021
- 120) Cass. soc., 7 juill. 2021, n°19-22.922 (« Période d'essai supérieure au plafond légal : comment apprécier si elle a une durée raisonnable ? »), JS Lamy n°527, 7 octobre 2021
- 121) Cass. soc. 30 juin 2021, n°19-18.533 (« Les griefs anciens à l'appui d'une demande de résiliation judiciaire ne sont pas prescrits »), JS Lamy n°526, 23 septembre 2021
- 122) Cass. soc., 23 juin 2021, n°20-13.762 (« Connaissances des faits fautifs par le supérieur hiérarchique et délai d'engagement de la procédure disciplinaire »), JS Lamy n°525, 9 septembre 2021
- 123) CJUE 15 avril 2021 aff. C-511/19 (« Mesures d'âge et crise économique : mieux vaut un salaire amputé qu'être sans emploi »), RJS 8-9/21 chron. p. 641
- 124) Cass. soc., 2 juin 2021, pourvoi n°19-24.061 (« Clarification sur le point de départ du délai de 15 jours pour contester l'avis d'inaptitude »), JS Lamy n°524, 21 juillet 2021
- 125) Cass. soc., 27 mai 2021, pourvoi n°19-17.587 (« Refus du salarié d'une sanction disciplinaire : quel délai pour reconvoquer le salarié ? »), JS Lamy n°523, 2 juillet 2021
- 126) Cass. soc., 14 avr. 2021, n°19-12.180 (« Contester la sanction quand celle-ci a donné lieu à une modification du contrat de travail acceptée ? »), JS Lamy n°522, 17 juin 2021
- 127) CJUE 25 février 2021 aff. C-804/19, BU / Markt24, (« Conflit de juridictions : quel juge saisir quand le contrat de travail n'a reçu aucun commencement d'exécution ? »), RJS 6/21 chron. p. 445
- 128) CJUE 11 février 2021 aff. 407/19 et 471/19, Katoen (« Les partenaires sociaux peuvent-ils organiser l'accès à l'emploi des dockers ? »), RJS 6/21 chron. p.452
- 129) Cass. soc., 5 mai 2021, n°19-25.699 (« Un code de déontologie peut constituer une adjonction au règlement intérieur »), JS Lamy n°521, 3 juin 2021

- 130) Cass. soc., 24 mars 2021, n°19-21.263 (« L'employeur a l'obligation de faire connaître les motifs s'opposant au reclassement... sauf dans un cas »), JS Lamy n°520, 14 mai 2021
- 131) Cass. soc., 24 mars 2021, n°19-13.188, (« Licenciement d'un salarié absent pour maladie : dans quel délai doit intervenir l'engagement d'un autre salarié ? »), JS Lamy n°519, 3 mai 2021
- 132) Cass. soc., 17 févr. 2021, n°19-20.635 (« La portée de la transaction à l'égard de la clause de non-concurrence »), JS Lamy n°518, 20 avril 2021
- 133) CJUE 1er décembre 2020 aff. C-815/18, FNV (« Les conducteurs dans le secteur du transport international routier : l'illusion du détachement ? »), RJS 4/21
- 134) CJUE 8 décembre 2020 aff. C-620/18, Hongrie c/Parlement européen (« La Cour de justice en soutien de la ratio legis de la directive détachement révisée »), RJS 4/21
- 135) Cass. soc., 10 févr. 2021, n°19-20.397 (« L'exercice d'un autre emploi fait-il obstacle au droit à réintégration du salarié dont le licenciement est nul ? »), JS Lamy n°517, 5 avril 2021
- 136) Cass. crim., 2 mars 2021, n° 19-80.991, (« La possession de certificats A1 ne fait pas obstacle à une condamnation pour travail dissimulé »), JCP éd. S 16 mars 2021, 1076
- 137) Cass. soc., 27 janv. 2021, n°17-31.046 (« Heures supplémentaires : qu'est-ce qu'un élément suffisamment précis ? »), JS Lamy n°516, 18 mars 2021
- 138) Cass. soc., 13 janv. 2021, n°19-21.138 (« Du salarié qui relate en toute mauvaise foi des faits de discrimination »), JS Lamy n°515, 4 mars 2021
- 139) Cass. soc., 13 janv. 2021, n°19-14.050, (« Des conséquences de la demande tardive de réintégration d'un salarié ordinaire dont le licenciement est nul »), JS Lamy n°514, 19 février 2021
- 140) Cass. soc., 16 déc. 2020, n°18-23.966 (« L'indemnisation des circonstances vexatoires entourant le licenciement »), JS Lamy n°513, 5 février 2021
- 141) Cass. soc., 25 nov. 2020, n°18-13.771, (« Faute de gestion de l'employeur et licenciement économique d'un salarié protégé pour cessation d'activité »), JS Lamy n°512, 22 janvier 2021
- 142) Cass. soc., 25 nov. 2020, n°18-13.769 (« Consécration de la perte totale d'autonomie de la filiale comme critère du coemploi »), JS Lamy n°511, 12 janvier 2021
- 143) Cass. soc., 4 nov. 2020, n°18-23.029 (« Impact de la faute de l'employeur sur le licenciement économique fondé sur la réorganisation de l'entreprise »), JS Lamy n°509-510, 22 décembre 2020
- 144) Cass. soc., 30 sept. 2020, n°18-24.881 (« Transfert partiel d'entreprise : nouvelles règles sur la scission du contrat de travail »), JS Lamy n°508, 23 novembre 2020
- 145) Cass. soc., 9 septembre 2020, n°18-24.983 (« Une embauche postérieure au licenciement économique peut être synonyme de violation de l'obligation de reclassement »), JS Lamy n°507, 9 nov. 2020
- 146) Cass. soc., 1er juill. 2020, n°18-24.608 (« La recherche de reclassement à l'intérieur du groupe est-elle suffisamment personnalisée ? »), JS Lamy n°506, 16 oct. 2020
- 147) Cass. soc., 9 sept. 2020, n° 18-22.971 (« Conflit de juridiction : lieu habituel de travail d'un navigant aérien et base d'affectation »), JCP éd. S, 29 sept. 2020, n°39
- 148) Cass. soc., 8 juillet 2020, n°18-23.410 (« Harcèlement sexuel : précisions sur le régime probatoire et le contrôle exercé par la Cour de cassation »), JS Lamy n°505, 12 oct. 2020
- 149) Cass. soc., 8 juillet 2020, n°18-18.317 (« Commettre un vol pendant une période de repos peut constituer une faute grave »), JS Lamy n°503, 14 sept. 2020, JS Lamy n°504, 28 sept. 2020
- 150) CJUE 30 avril 2020 aff. C-211/19, UO / Készenléti Rendőrség (« Dérogations aux prescriptions de la directive « temps de travail » en cas d'évènements exceptionnels : des faux airs de « décision Covid-19 » ?), RJS 10/20
- 151) CJUE 25 juin 2020, aff. C 762/18 et C 37/19 (« La réintégration du salarié ouvre désormais droit à un rappel de congés payés - Quand la logique du droit de l'Union européenne bouscule le code du travail »), JS Lamy n°503, 14 sept. 2020
- 152) Cass. soc., 8 juill. 2020, n° 18-21.681 (« Modalités de prise des congés annuels payés reportés »), JCP S, 4 août 2020, n°2096
- 153) Cass. soc., 27 mai 2020, n° 18-20.158 (« Entreprise en redressement judiciaire : énonciation du motif économique en cas d'acceptation d'une CSP »), JS Lamy 502, 24 juillet 2020
- 154) Cass. soc., 20 juin 2020, n°19-12.471 (« Transfert d'entreprise : périmètre de la garantie solidaire du repreneur »), JS Lamy 501, 8 juil. 2020
- 155) CJUE, 2 avr. 2020, aff. C-670/18 (« Peut-on exclure les retraités d'un processus de recrutement ? »), JCP éd. S, 16 juin 2020, n°2049

- 156) CJUE 19 déc. 2019 aff.C-16/18, Dobesberger, (« Les salariés affectés à bord de trains internationaux sont-ils des travailleurs détachés ? »), RJS 5/20
- 157) Cass. soc., 26 févr. 2020, n°18-10.017 (« À propos d'une salariée qui profite d'un arrêt de travail pour tenir boutique »), JS Lamy 496-497, 5 mai 2020
- 158) Cass. soc., 5 févr. 2020, n°18-22.399 (« Licencié un salarié qui annonce un état de burn out laisse supposer une discrimination en raison de l'état de santé »), JS Lamy 495, 6 avril 2020
- 159) Cass. soc., 29 janv. 2020, n°18-15.359 (« Régime de prescription de l'action en requalification du CDD en CDI »), JS Lamy 23 mars 2020, n°494
- 160) Cass. soc., 15 janvier 2020, n°18-16.399 (« Peut-on conclure un CDD dans l'attente du recrutement statutaire d'un salarié en CDI sur concours »), JS Lamy 9 mars 2020, n°493
- 161) TUE 24 octobre 2019, aff. 310/18, European Federation of Public Service Unions (EPSU) c/ Commission européenne (« La Commission, maîtresse du jeu du sort des accords collectifs européens »), RJS 3/20
- 162) Cass. soc., 27 novembre 2019, n°17-31.259 (« Prise d'acte : quel régime de prescription ? »), JS Lamy 24 février 2020, n°492
- 163) CJUE, 19 nov. 2019, aff. C-609/17 et C-610/17 (« Droit intégral au report des congés payés annuels en cas de maladie ? La position de la CJUE »), JS Lamy 27 janvier 2020 n°490
- 164) Cass. soc., 9 octobre 2019, n°18-13.314 (« La liberté contractuelle au soutien des clauses de recommandation »), JS Lamy 9 janvier 2020 n°489
- 165) Cass. soc., 9 octobre 2019, n°19-10.816 (« Référendum en cas d'accord signé par des DS de syndicats minoritaires : qui vote ? »), JS Lamy 17 décembre 2019 n°487-488
- 166) Cass. soc., 18 septembre 2019, n°18-15.7655 (« La demande de requalification d'une démission en prise d'acte est portée directement devant le bureau de jugement »), JS Lamy 28 octobre 2019 n°485-3
- 167) Cass. soc., 11 septembre 2019, n°18-12.606 (« Montant de l'indemnité de licenciement en cas de faute grave pendant le préavis »), JS Lamy 28 octobre 2019 n°484-4
- 168) Cass. soc., 13 juin 2019, n°17-11.115 (« Pas de minoration des dommages et intérêts en raison de l'attitude de la victime du harcèlement moral »), JS Lamy 14 octobre 2019 n°483-3
- 169) Cass. soc., 12 juin 2019, n°17-21.013 (« De l'accord exprès du salarié en cas de transfert conventionnel d'entreprise »), JS Lamy 26 septembre 2019 n°482-4
- 170) Cass. soc., 3 juillet 2019, n°18-14.414 (« A l'employeur de prouver la remise au salarié d'un exemplaire original de la rupture conventionnelle »), JS Lamy 22 juillet 2019 n°481-3
- 171) CJUE 11 avril 2019 aff. C-603/17, Peter Bosworth (« Conflit de juridictions : un dirigeant social peut-il se prévaloir d'un contrat de travail ? »), RJS 8-9/19 p.599
- 172) Cass. soc., 5 juin 2019, n°18-10.901 (« Des conséquences du non-respect de la procédure d'assistance lors de l'entretien préalable à la rupture conventionnelle »), JS Lamy 22 juillet 2019 n°480-3
- 173) Cass. soc., 15 mai 2019, n°17-28.547 (« Conséquences de l'annulation de l'autorisation administrative de rupture conventionnelle conclue avec un salarié protégé »), JS Lamy 8 juillet 2019 n°479-3
- 174) Cass. soc., 17 avril 2019, n°17-17.880 (« Nature du licenciement consécutif à un transfert d'entreprise »), JS Lamy 21 juin 2019 n°478-5
- 175) CJUE 13 mars 2019 aff. 437/17, Schallerbach (« Ne comptabiliser l'ancienneté acquise que dans l'entreprise pour l'obtention d'un avantage donné ne porte pas atteinte à la libre circulation des travailleurs »), RJS 6/19 chron. p.425
- 176) Cass. soc., 13 février 2019, avis n°150003 (« La prise d'acte n'a pas à être précédée d'une mise en demeure préalable »), JSL 7 mai 2019, n°476-2
- 177) Cass. soc., 13 février 2019, n°17-23.720 (« Quand l'employeur fait état de la saisine par le salarié du juge des référés »), JSL 7 mai 2019, n°475-13
- 178) Cass. soc., 13 févr. 2019, n°16-25.764 (« Réintégration ou liquidation de la pension de vieillesse, il faut choisir »), S Lamy 23 avril 2019, n°474-1
- 179) Cass. soc., 20 février 2019, n°17-27.600 (« Le reçu pour solde de tout compte doit être daté »), JS Lamy 8 avril 2019, n°473-1
- 180) CPH agen, 5 févr. 2019, no RG 18/00049 (« Le barème Macron écarté en jugement de départage »), JS Lamy 8 avril 2019, n°472-1
- 181) Cass. soc., 23 janvier 2019, n°17-21.550 (« Harcèlement moral et rupture conventionnelle homologuée : possible ? »), JS Lamy 11 mars 2019, n°471-1

- 182) CJUE 13 novembre 2018 aff. C-33/17, Čepelnik d.o.o. (« Les sanctions contre le détachement doivent être compatibles avec la libre prestation des services »), RJS 2/19 p.87
- 183) CA Paris, Pôle 6, chambre 2, 10 janvier 2019 (« Uber face au salariat : causes et conséquences »), JS Lamy 25 février 2019, n°470-1
- 184) CPH Troyes, 13 décembre 2018, n° RG F 18/00036 (Le barème Macron est-il contraire au droit international et européen ?), JS Lamy 11 février 2019, n°469-1
- 185) Cass. soc., 14 novembre 2018, n°17-18.891 (« CDD requalifié en CDI : nullité de la rupture intervenue pendant la période de suspension consécutive à un accident du travail »), JS Lamy 9 janv. 2019, n°467
- 186) Cass. soc., 5 déc. 2018, n° 17-19.935 (« Conflit de juridictions : du juge compétent lorsque l'employeur n'est pas domicilié dans un État membre »), JCP S, 2019, 1009
- 187) Cass. soc., 17 octobre 2018, n°17-16.465 (« Le règlement intérieur de l'entreprise cédante n'est pas transféré avec les contrats de travail »), JS Lamy 29 nov. 2018, n°465-466-4
- 188) CJUE 11 juillet 2018 aff. C-60/17, Ángel Somoza Hermo (« Reprise conventionnelle de salariés dans le secteur de la surveillance : entreprises entrantes et sortantes solidairement responsables des obligations salariales ? »), RJS 12/18 chron. p.855
- 189) CJUE 7 août 2018 aff. C-472/16, Jorge Luís Colino Sigüenza (« Licenciement antérieur au changement de prestataire de services et interruption d'activité : la directive transfère-t-elle ses effets ? »), RJS 12/18 chron. p.856
- 190) Cass. soc. 10 oct. 2018, n°17-10.066 (« Pas de transaction sans licenciement avec lettre recommandée AR »), JS Lamy 29 nov. 2018, n°464-1
- 191) CJUE 6 novembre 2018, aff. C-569/16, et C-570/16, Bauer (« Congés payés : un arrêt qui change tout ! »), LS Europe 15 nov. 2018 p.2
- 192) Cass. soc. 12 sept. 2018, n°16-26.333 (« Nullité de la rupture de la période d'essai et indemnité compensatrice de préavis »), JS Lamy 12 nov. 2018, n°463-2
- 193) Cass. soc., 12 septembre 2018, n°17-10.7853 (« Clause de non-concurrence et changement d'employeur au sein du groupe »), JS Lamy 31 oct. 2018, n°462-3
- 194) Cass. soc. 13 juin 2018, n°16-23.701 (« Le DG de la société mère peut licencier le DG d'une filiale »), JS Lamy 14 sept. 2018, n°460-2
- 195) CJUE 5 juin 2018, aff.C-673/16 (« liberté de circulation des travailleurs homosexuels »), RJS 10/18 p.703
- 196) Cass. soc., 30 mai 2018, n°16-25.426 (« Le dogme de la transaction rédigée en termes généraux »), JS Lamy 14 sept. 2018, n°459-2
- 197) Cass. soc. 11 juillet 2018, n°16-27.825 (« Mode de calcul de l'indemnité de licenciement et de l'allocation de congé de reclassement d'une salariée en congé parental à temps partiel : la chambre sociale saisit la CJUE »), JCP éd. S, 4 septembre 2018, 1275
- 198) Cass. soc., 13 juin 2018, n°16-24.830 (« Une nouvelle convention de rupture ouvre un nouveau délai de rétractation »), JS Lamy 31 juillet 2018, n°458-1
- 199) Cass. soc., 30 mai 2018, n°16-20.634 (« Régime du temps de trajet des salariés itinérants : la directive 2003/88/CE impuissante ? »), JS Lamy 12 juillet 2018, n°457-3
- 200) Cass. soc., 3 mai 2018, n°16-25.067 (« L'engagement à ne déposer aucun brevet n'est pas assimilable à une clause de non-concurrence »), JS Lamy 12 juin 2018, n°456-3
- 201) Cass. soc. 3 mai 2018, n°16-11.588 (« Une différence de traitement entre salariés embauchés à des moments différents peut être licite »), JS Lamy 12 juin 2018, n°455-2
- 202) Cass. soc. 28 mars 2018, n°16-26.013 (« L'indemnité compensatrice de congés payés est due en cas de licenciement pour faute lourde »), JS Lamy 29 mai 2018, n°454-2
- 203) Cass. soc., 21 mars 2018, n°16-21.021 (« Délai de renonciation à la clause de non-concurrence en cas de démission »), JS Lamy 14 mai 2018, n°453-2
- 204) CJUE 20 décembre 2017 aff. C-434/15, Asociación Profesional Elite Taxi c/ Uber Systems SpainSL (« Uber : du droit des transports au droit du travail »), RJS 5/18 p.386
- 205) CJUE 18 janvier 2018 aff. C-270/16, Carlos Enrique Ruiz Conejero (« Licenciement d'un salarié absent pour cause de maladie : l'ombre d'une discrimination en raison d'un handicap ? »), RJS 5/18 p.381
- 206) Cass. soc., 7 mars 2018, n°16-13.194 (« Deux voies pour dénoncer le reçu pour solde de tout compte »), JS Lamy 2 mai 2018, n°452-5

- 207) Cass. soc., 14 février 2018, n°16-17.966 (« La requalification en CDI de CDD successifs pour remplacement sera-t-elle plus difficile ? »), JS Lamy 16 mars 2018, n°451-2
- 208) Cass. soc., 7 février 2018, n°16-16-086 (« Calcul des subventions versée par l'employeur aux CE : abandon du compte 641 »), JS Lamy 16 mars 2018, n°450-1
- 209) CJUE, 21 févr. 2018, aff. C-518/15 (« Les pompiers volontaires sont couverts par la directive relative au temps de travail »), JCP S, 20 mars 2018, 1097
- 210) CJUE 29 novembre 2017 aff. C-214/16, Conlry King (« Congés payés : le droit au report illimité est de retour...dans certaines circonstances »), RJS 3/18 p.193
- 211) Cass. soc., 18 janvier 2018, n°15-24.002 (« Pas de différenciation de la contrepartie pécuniaire selon le mode de rupture »), JS Lamy 16 mars 2018, n°449-3
- 212) XXX, JS Lamy XXX 2018, n°448-XX
- 213) Cass. soc., 7 décembre 2017, n°16-15.109, Cass. soc. 7 décembre 2017, n°16-14.235 (« Date d'embauche : motif légitime de différence de traitement en matière salariale ? »), JS Lamy 21 janvier 2018, n°447-2
- 214) Cass. soc., 30 novembre 2017, n°16-20.532 (« Transfert conventionnel de salariés : le nouveau droit à l'inégalité de traitement »), JS Lamy 21 janvier 2018, n°446-2
- 215) CJUE, 18 octobre 2017, affaire n°C-409/16 53 (« Imposer une taille physique minimale peut être une discrimination fondée sur le sexe »), JS Lamy 4 janvier 2018, n°445-3
- 216) CE, 4 déc. 2017, n° 413366 (« Les clauses d'interprétariat dans un marché public sont-elles compatibles avec le droit de l'Union européenne ? »), JCP éd. S., 2017, 1423
- 217) Cass. soc., 11 oct. 2017, n°16-14.529 (« Demande de résiliation judiciaire versus licenciement autorisé d'un salarié protégé... »), JS Lamy 15 décembre 2017, n°443-444-7
- 218) Cass. soc. 15 nov. 2017, n°16-14.281 (« Discriminer en raison de l'âge n'est pas attenter à une liberté fondamentale »), JCP éd. S., 2017, 1406
- 219) CJUE, 9 novembre 2017, aff. n°C-306/16, António Fernando Maio Marques da Rosa (« Repos hebdomadaire : la fin de la théorie du septième jour ? »), JCP éd. S., 2017, 1390
- 220) Cass. soc. 4 oct. 2017, n°16-17.517 (« Un accord d'entreprise peut réserver des avantages à des salariés d'un établissement »), JS Lamy 29 novembre 2017, n°442-2
- 221) Cass. soc., 21 septembre 2017, n°16-24.022 (« Report illimité (ou presque) des congés payés non pris »), JS Lamy 8 novembre 2017, n°441-3
- 222) Cass. soc., 13 septembre 2017, n°15-23.045 (« Du droit à l'immunité liée à la dénonciation de faits de harcèlement moral »), Semaine Sociale Lamy 23 ct. 2017, n°1787
- 223) Cass. soc., 5 juillet 2017, n°15-26.262 (« Un accord collectif peut réserver une demi-journée de repos aux salariées »), JS Lamy 3 octobre 2017, n°438-2
- 224) Cass. soc., 5 juillet 2017, n°16-17.690 (« Les clauses d'indivisibilité sont prohibés dans les CDD »), JS Lamy 13 septembre 2017, n°437-3
- 225) Cass. soc., 1er juin 2017, n°15-23.580 (« Dispositif conventionnel de préretraite et discrimination en raison de l'âge »), JS Lamy 31 juillet 2017, n°436-4
- 226) Cass. soc. 23 mai 2017, n°15-24.713 (« Convoquer les DP par voie électronique est possible »), JS Lamy 11 juillet 2017, n°435-3
- 227) Cass. soc., 21 avril 2017, n°15-19.353 (« Prise d'acte : rupture de tous les dangers pour le salarié ? »), JS Lamy 28 juin 2017, n°434-4
- 228) Cass. soc., 29 mars 2017, n°15-28.992 (« Comment ne pas confondre prise d'acte et demande en résiliation judiciaire »), JS Lamy 12 juin 2017, n°433-5
- 229) Cass. soc., 15 mars 2017, n°15-24.392 (« Inaptitude : sur qui pèse la preuve du périmètre de reclassement ? »), JS Lamy 29 mai 2017, n°432-5
- 230) Cass. soc., 15 mars 2017, n°16-13.159 (« L'opposition par voie électronique : nihil obstat »), JS Lamy 16 mai 2017, n°431-3
- 231) Cass. soc., 15 mars 2017, n°15-24.028 (« CDD, condition suspensive et commencement d'exécution »), JS Lamy 25 avril 2017, n°430-3
- 232) Cass. soc., 8 février 2017, n°15-22.964 (« Quelle portée au refus d'une proposition de reclassement ? »), JS Lamy 10 avril 2017, n°429-11

- 233) Cass. soc., 8 février 2017, n°15-21.064 (« Faute lourde, faute grave, préjudice causé et intention de nuire... »), JS Lamy 24 mars 2017, n°428-2
- 234) Cass. soc., 25 janvier 2017, n°14-26.071 (« Responsabilité pécuniaire du salarié : une faute grave peut masquer une faute lourde »), JS Lamy 13 mars 2017, n°427-4
- 235) Cass. soc., 11 janvier 2017, n°15-20.040 (« La transaction sous amiante et le préjudice d'anxiété »), JS Lamy 27 janvier 2017, n°426-4
- 236) Cass. soc., 14 décembre 2016, n°15-21.898 (« La salariée protégée pendant un congé de maternité conventionnel ? »), JS Lamy 27 janvier 2017, n°425-5
- 237) CJUE 18 octobre 2016 aff. C-135/15, Nikiforis (« Modification unilatérale de rémunération : le juge saisi peut donner effet aux lois de police du pays de l'employeur... »), RJS 2/17 chron. p.106
- 238) Cass. soc., 12 déc. 2016, n°16-25.793 (« Un syndicat qui prône des discriminations en raison de l'origine méconnaît les valeurs républicaines »), JS Lamy 27 janvier 2017, n°424-3
- 239) Cass. soc. 9 nov. 2016, n°15-19.401 (« Modification de la répartition du travail à temps partiel : le délai de prévenance pas toujours applicable »), JS Lamy 2 janvier 2017, n°423-4
- 240) Cass. soc., 5 nov. 2016, n°15-17.458 (« Précisions sur le renouvellement du CDD »), JS Lamy 22 novembre 2016, n°420-2
- 241) Cass. soc., 14 sept. 2016, n°15-15.943 (« Congé de maternité, PSE et licenciement »), JS Lamy 4 novembre 2016, n°419-4
- 242) Cass. soc., 8 septembre 2016, n°14-26.825 (« Les astreintes ne peuvent résulter de l'initiative des salariés »), JS Lamy 24 octobre 2016, n°418-5
- 243) Cass. soc., 6 juillet 2016, n°14-20.323 (« Rupture conventionnelle : l'histoire de l'employeur trop pressé »), JS Lamy 7 octobre 2016, n°417-14
- 244) Cass. soc., 6 juillet 2016, n°15-11.138 (« La promesse d'embauche en CDD »), JS Lamy 23 septembre 2016, n°416-3
- 245) Cass. soc., 22 juin 2016, n°15-20.111 (« La directive « temps de travail » peut être invoquée devant le juge par certains salariés »), JS Lamy 5 septembre 2016, n°415-4
- 246) Cass. soc., 25 mai 2016, n°14-20.578 (« Une clause de non-concurrence illicite ne cause plus nécessairement un préjudice »), JS Lamy 25 juillet 2016, n°414-5
- 247) Cass. soc., 1er juin 2016, n°14-19.702 (« L'employeur ne manque pas toujours à son obligation de sécurité en cas de harcèlement moral »), JS Lamy 5 juillet 2016, n°413-2
- 248) Cass. soc., 14 avril 2016, n°14-29.679 (« Minoration conventionnelle de la contrepartie financière de la clause de non-concurrence »), JS Lamy 10 juin 2016, n°411-4
- 249) TA Clermont-Ferrand, 6 avr. 2016 (« Responsabilité de l'État pour défaut de transposition de la directive 2003/88 »), JCP éd. S 1195, 7 juin 2016
- 250) Cass. soc., 31 mars 2016, n°14-29.184 (« Période d'essai : articulation des durées maximales légales et conventionnelles »), JS Lamy 6 mai 2016, n°409-2
- 251) Cass. soc., 15 mars 2016, n°14-16.242 (« CHCST : l'employeur doit continuer de payer les frais d'expertise »), JS Lamy 20 avril 2016, n°408-3
- 252) Décision n° 2015-523 QPC, 2 mars 2016 (« La faute lourde n'est plus privative de l'indemnité compensatrice de congé payé »), JS Lamy 6 avril 2016, n°407-2
- 253) Cass. soc., 3 févr. 2016, pourvoi n° 14-18.600 (« La demande en résiliation judiciaire, une liberté fondamentale »), JS Lamy 6 avril 2016, n°406-2
- 254) Cass. soc., 26 janvier 2016, pourvoi n°14-15.360 (« Statut des courriels provenant de la messagerie personnelle du salarié »), JS Lamy 7 mars 2016, n°405
- 255) Cass. soc., 15 décembre 2015, n°14-11.858 (« Précisions importantes sur le licenciement d'un salarié inapte à tout poste dans l'entreprise »), JS Lamy 17 février 2016, n°404
- 256) Cass. soc., 15 décembre 2015, n°14-10.522 (« L'employeur doit réintégrer sans délai la salariée licenciée enceinte »), JS Lamy 8 février 2016, n°403-2
- 257) Cass. soc., 12 novembre 2015, n°14-16.369 (« Régime de la prise d'acte antérieure à l'autorisation administrative de licenciement »), JS Lamy 7 janvier 2016, n°401-2
- 258) Cass. soc., 22 octobre 2015, n°14-11.291 (« Détournement de fonds : ce que l'employeur peut faire et ne pas faire »), JS Lamy 23 décembre 2015, n°399-400-3

- 259) Cass. soc., 6 octobre 2015, n°14-17.539 (« Articulation entre rupture conventionnelle et prise d'acte postérieure »), JS Lamy 9 novembre 2015, n°398-1
- 260) Cass. soc., 16 septembre 2015, n°14-16.713 (« Rupture de la période d'essai : dispense d'exécution du délai de prévenance », JS Lamy 9 novembre 2015, n°397-3
- 261) Cass. soc., 16 septembre 2015, n°13-28.415 (« Le principe d'égalité de traitement inapplicable entre salariés d'entreprises différentes »), JS Lamy 27 octobre 2015, n°396-2
- 262) CJUE 18 juin 2015 aff. C-586/13, Martin Meat kft (« Mise à disposition transnationale de main-d'œuvre ou détachement de main-d'œuvre accessoire à une prestation de services ? »), RJS 11/15 chron. p.664
- 263) Cass. soc., 8 juillet 2015, n°14-11.762 (« L'accord du salarié au renouvellement de la période d'essai »), JS Lamy 12 octobre 2015, n°395-5
- 264) Cass. soc., 16 juin 2015, n°14-16.953 (« Convention de forfait illicite = travail dissimulé ? »), JS Lamy 24 septembre 2015, n°394-3
- 265) Cass. soc., 24 juin 2015, n°14-13.829 (« Les objectifs peuvent-ils être fixés en anglais ? »), JS Lamy 3 septembre 2015, n°393
- 266) Cass. soc., 3 juin 2015, n°13-26.799 (« Rupture conventionnelle : les journalistes, des salariés comme les autres »), JS Lamy 25 juillet 2015, n°392-7
- 267) Cass. soc. 12 mai 2015, n°13-20.349 (« Rappel de congés payés conventionnels : régime de la preuve »), JS Lamy 13 juillet 2015, n°391-2
- 268) Cass. soc., 15 avril 2015, n°13-25.283 (« Mandat extérieur à l'entreprise: informer le cédant n'est pas informer le cessionnaire »), JS Lamy 10 juin 2015, n°389-3
- 269) CJUE 5 février 2015 aff. C-117/14, Grima Janet Nisttahuz Poclava (« La Charte des droits fondamentaux de l'UE face aux réformes régressives du marché du travail »), RJS 6/15 p.366
- 270) CJUE 17 mars 2015 aff. C-533/13, (« L'intérim doit-il être libéré de ses contraintes législatives et réglementaires superflues ? »), RJS 6/15 p.361
- 271) Cass. soc., 25 mars 2015, pourvoi n°13-23.368 (« Transiger après une rupture conventionnelle ? »), JS Lamy 13 mai 2015, n°388-5
- 272) Cass. soc., 25 mars 2015, pourvoi n°14-10.149 (« Rupture conventionnelle et congé de maternité font-ils si bon ménage ? »), JS Lamy 13 mai 2015, n°387-2
- 273) Cass. com., 10 février 2015, pourvoi n°13-14.779 (« Les SMS du salarié à la libre disposition de l'employeur ? »), JS Lamy 10 avril 2015, n°385-2
- 274) CJUE 3 novembre 2014 aff. C-416/13, Mario Vital Pérez c/ Ayuntamiento de Oviedo (« Un employeur peut-il fixer une limite d'âge maximale pour les candidats à un emploi ? »), RJS 4/15 p.219
- 275) Cass. soc. 21 janvier 2015, n°13-24.471 (« Renonciation à la clause de non-concurrence en cas de dispense de préavis »), JS Lamy 26 mars 2015, n°384-3
- 276) Cass. soc., 17 décembre 2014, n°13-23.176 (« CDD successifs dans le sport professionnel : pas de passe-droit »), JS Lamy 10 février 2015, n°381-5
- 277) CJUE 18 septembre 2014 aff. C-549/13, Bundesdruckerei GmbH c/ Stadt Dortmund (« Clause sociale dans un appel d'offre : la Cour de justice s'attarde sur le concept de « dumping social »), RJS 2/15 chron. p.79
- 278) Cass. soc. 13 novembre 2014, n°12-20.069 (« Comment justifier une différence de traitement lors de l'embauche ? »), JS Lamy 29 janvier 2015, n°380-2
- 279) Cass. soc. 13 novembre 2014, n°13-19.095 (« Détachement transnational vers la France : comment calculer le salaire minimal dû au salaire détaché ? »), Dr. Soc. 2015 p.91
- 280) Cass. soc. 22 octobre 2014, n°13-18.862 (« Des réactions de l'employeur face à une situation susceptible de caractériser ou dégenérer en harcèlement moral »), JS Lamy 8 janvier 2015, n°379-5
- 281) Cass. soc. 29 septembre 2014, n°12-26.932 (« La preuve de la notification du licenciement apportée par tous moyens »), JS Lamy 25 novembre 2014, n°376-2
- 282) Cass. soc., 24 septembre 2014, n°13-15.074 (« L'indemnité conventionnelle de licenciement des cadres dirigeants face au principe d'égalité de traitement »), JS Lamy 5 novembre 2014, n°375-3
- 283) CJUE 10 sept. 2014, aff. n°C-270/13, Iraklis Haralambidis c./ Calogero Casilli (« De la condition de nationalité opposée à un travailleur européen »), JS Lamy 23 octobre 2014, n°374-4

- 284) Cass. Soc. 9 juillet 2014, n°13-11.906 ("Une clause de mobilité couvrant l'ensemble du territoire français est licite"), JS Lamy 8 octobre 2014, n°373-2
- 285) CJUE 19 juin 2014 aff. jointes C-501/12 à 506/12, C-540/12 et C-541/12, Thomas Specht et al. c/ Land Berlin ("Des dispositions transitoires destinées à mettre fin à une discrimination en raison de l'âge"), RJS 10/14 p.560
- 286) CJUE 22 mai 2014 aff. C-539/12, Z. J. R. Lock c/ British Gas Trading Limited ("Calcul de l'indemnité de congés payés lorsque le salarié est payé à la commission"), RJS 10/14 p.558
- 287) Cass. Soc. 2 juillet 2014, n°12-19.759 ("A la recherche du cadre dirigeant"), JS Lamy 23 septembre 2014, n°372-5
- 288) Cass. Soc. 24 juin 2014, n°12-24.623 ("Une partie du personnel ne peut s'opposer à la réintégration d'un salarié protégé"), Semaine Sociale Lamy 6 octobre 2014, n°1646 ; JS Lamy 8 septembre 2014, n°371-3
- 289) Cass. Soc. 20 mai 2014, n°12-26.322 ("Un accord collectif peut mettre fin à un avantage au profit des anciens salariés", JS Lamy 21 juillet 2014, n°370-5
- 290) Cass. soc., 30 avril 2014, n°12-21.041 ("Requalification d'un contrat à temps partiel en contrat à temps partiel !"), JS Lamy 23 juin 2014, n°368-2
- 291) Cass. soc., 2 avril 2014, n°12-19.573 ("Régime de la modification temporaire du lieu de travail"), JS Lamy 4 juin 2014, n°367-2
- 292) Cass. soc. 26 mars 2014, n°12-23634 et n°12-35040 ("Prise d'acte et demande en résiliation judiciaire reposent sur une réaction rapide du salarié"), JS Lamy 22 mai 2014, n°366-2
- 293) CJUE 16 janvier 2014 aff. C-429/12, Siegfried Pohl c/ ÖBB-Infrastruktur AG ("Point de départ du délai de prescription en cas de discrimination en raison de l'âge"), RJS 5/14 p.317
- 294) Réclamation n° 85/2012, LO et TCO c. Suède : Comité Européen des Droits Sociaux 3 juillet 2013 et Comité des Ministres, 5 février 2014 ("Le statut des travailleurs détachés peut-il être l'objet de négociations et d'actions collectives ?"), RJS 5/14 p.313
- 295) Cass. soc. 19 mars 2014, n°13-10.759 ("Requalification du contrat intermittent en contrat à temps partiel"), JS Lamy 6 mai 2014, n°365-4
- 296) Cass. soc. 12 mars 2014, n°12-29.141 ("Obligation d'entretien annuel avec le salarié en forfait en jours"), JS Lamy 22 avril 2014, n°364-3
- 297) Cass. soc. 29 janvier 2014, n°12-22.116 ("Sort de la clause de non-concurrence lors d'une mobilité intra-groupe"), JS Lamy, 24 mars 2014, n°362-5
- 298) Cass. soc. 15 janvier 2014, n°12-23.942 ("Procédure disciplinaire et rupture conventionnelle"), JS Lamy, 5 mars 2014, n°361-2
- 299) Cass. soc. 17 décembre 2013, n°12-23.006 ("Fermeture de l'entreprise et entrave à l'exercice du droit de grève", JS Lamy, 20 février 2014, n°360-2
- 300) Cass. soc. 4 décembre 2013, n°12-19.667 ("Indemnité au titre de l'occupation du domicile à des fins professionnelles"), JS Lamy, 27 janvier 2014, n°359-2 p.8
- 301) Cass. soc. 20 novembre 2013, n°12-30.100 ("Le refus d'un changement des conditions de travail ne caractérise pas une faute grave"), JS Lamy, 27 janvier 2014, n°358-2
- 302) Cass. soc. 30 octobre 2013, n°12-22.962 ("Délai entre la mise à pied et la procédure de licenciement"), JS Lamy, 7 janvier 2014, n°357-3
- 303) Cass. soc. 23 octobre 2013, n°11-16.032 ("La clause de dédit-formation exclut le remboursement des salaires"), JS Lamy, 19 décembre 2013, n°355-356-3
- 304) Cass. soc. 9 octobre 2013, n°11-24.457 ("L'appréciation de la prise d'acte se limite aux faits connus lors de la rupture"), JS Lamy, 22 novembre 2013, n°354-2
- 305) Cass. soc. 25 septembre 2013, n°12-20.310 ("Le salarié licencié pour inaptitude et le Dif"), JS Lamy, 8 novembre 2013 n°353-5
- 306) Cass. soc., 25 juin 2013, pourvoi n°11-30.298 ("Rupture d'un contrat de professionnalisation pour faute grave"), JS Lamy, 24 octobre 2013 n°352-2
- 307) CJUE 18 juillet 2013 aff. C-589/10, Mark Alemo-Herron ("Le cessionnaire ne peut pas se voir opposer les conventions collectives postérieures au transfert d'entreprise"), RJS 11/13 p.655
- 308) Cass. soc. 10 juillet 2013, n°12-14.080 ("C'est la date d'envoi de la renonciation à la clause de non-concurrence qui compte"), JS Lamy 10 octobre 2013, n°351, p.19
- 309) Cass. soc. 3 juillet 2013, n°12-19.268 ("La rupture conventionnelle peut être conclue le jour de l'entretien"), JS Lamy, 26 septembre 2013 n°350, p.8
- 310) Cass. soc. 26 juin 2013, n°12-15.208 ("Clause de renonciation à tout recours dans une rupture conventionnelle homologuée") JS Lamy, 4 septembre 2013 n°349, p.8

- 311) Cass. soc. 12 juin 2013, n°11-14458 ("A travail égal, salaire égal : charge de la preuve et office du juge), Semaine Sociale Lamy, 2 septembre 2013, n°1595, p.10 ; JS Lamy 25 juillet 2013, n°348 p.8
- 312) Cass. soc. 29 mai 2013, n°11-22.376 (« Les handicapés placés dans un CAT ont-ils droit au congé annuel payé ? »), Dr. Soc. 2013 p.656
- 313) Cass. soc. 29 mai 2013, n°12-15974 ("La prise d'acte ne donne pas droit à réintégration"), JS Lamy 11 juillet 2013, n°347 p.16
- 314) Cass. soc. 15 mai 2013 ("La nullité du PSE s'étend aux résiliations amiables"), JS Lamy 27 juin 2013, n°346 p.17
- 315) CJUE 16 avril 2013, aff.C-202/11 ("De la validité des contrats de travail et autres documents de travail rédigés en langue anglaise"), RJS 7/13 p.439
- 316) Cass. soc. 24 avril 2013, n°12-11825 ("Rompre l'essai 8 ans après la conclusion du contra test raisonnable !"), JS Lamy 11 juin 2013, n°345 p.8
- 317) Cass. soc. 10 avril 2013, n°11-15651 ("Demande en résiliation judiciaire précédant une rupture conventionnelle"), JS Lamy 30 mai 2013, n°344, p.13
- 318) Cass. soc. 26 mars 2013, n°11-25580 ("La période d'essai doit être d'une durée raisonnable pour tous les contrats exécutés en France"), JS Lamy 14 mai 2013, n°343, p.9
- 319) Cass. soc. 20 février 2013, n°11-28612, 11-26793 et 11-21599 ("Les 20 minutes de pause quotidienne sont consécutives"), JS Lamy 25 avril 2013, n°342, p.16
- 320) CJUE 28 février 2013, aff.C-427/11, Kenny ("Egalité hommes-femmes : comment caractériser une discrimination indirecte en matière de rémunération"), RJS 5/13 chron. p.288
- 321) Cass. soc. 12 février 2013, n°11-28649 ("Les secrets de la clé USB personnelle du salarié accessibles à l'employeur"), JS Lamy 28 mars 2013, n°340, p.13
- 322) Cass. Soc. 12 décembre 2012, n°10-26324 ("Prise d'acte lors de la suspension du contrat pour accident du travail"), JS Lamy 26 février 2013, n°338, p.16
- 323) CJUE 13 décembre 2012, aff.C-379/11, Caves Krier Frères Sarl ("Les chômeurs migrants peuvent-ils être écartés des mesures nationales d'activation de l'emploi ?"), RJS 3/13 chron. p.166
- 324) CJUE 6 novembre 2012 aff. C-286/12, Commission c/ Hongrie ("Des limites aux réformes visant à abaisser l'âge de mise à la retraite"), RJS 3/13 chron. p.164
- 325) Cass. soc. 12 décembre 2012, n°11-23998, ("Inaptitude d'un salarié titulaire d'un contrat à temps partiel annualisé"), JS Lamy 12 février 2013, n°337 p.11
- 326) Cass. soc. 4 décembre 2012, n°11-11299 ("Acceptation d'une CRP par un salarié protégé"); JS Lamy 28 janvier 2013, n°336 p.19
- 327) Cass. soc. 21 novembre 2012, n°11-15696 ("L'obligation d'habillement sur le lieu de travail peut résulter des circonstances"), JS Lamy 3 janvier 2013, n°335, p.18

NOTES DE JURISPRUDENCE : DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE

- 1) CJUE 23 janvier 2025 aff. C-421/23, EX (« La procédure préalable de coopération administrative s'étend aux cas de suspicion de faux certificats A1 »), RJS 4/25 chron. p.27
- 2) Cass. 2e civ., 30 janv. 2025, n° 22-22.464 (« Les revenus tirés de la qualité d'associé d'une société de commandite de droit allemand entrent dans l'assiette des cotisations sociales françaises »), JCP éd. S 25 fév. 2025, 1057
- 3) Cass. 2e civ., 17 oct. 2024, n°22-17.390 (« Travailleurs frontaliers, allocations de chômage et IJSS : la Cour de cassation s'y perd »), JS Lamy n°596, 19 nov. 2024
- 4) CJUE 18 mai 2024 aff. C-195/23, GI c/ Partena (« Pas de cotisations sociales pour un fonctionnaire européen qui exerce une activité professionnelle accessoire dans un Etat membre »), RJS 10/24 chron. p.19
- 5) Civ. 2ème, 6 juin 2024, n° 21-23.396 (« Le forfait social peut être prélevé sur des rémunérations versées à des dirigeants sociaux qui sont assurés sociaux hors de France »), JCP éd. S 23 juillet 2024, 1253
- 6) CJUE, 25 avr. 2024, aff. C-36/23 (« Cumul indu de prestations familiales dans deux États membres de l'Union européenne : un État membre peut exiger de l'autre un remboursement »), JCP éd. S 11 juin 2024, 1196
- 7) CJUE 21 décembre 2023 aff. C-488/21, GV (« Droit à prestation sociale des membres de la famille à charge d'un travailleur migrant : ce qui est pris d'une main par la directive 2004/38 est rendu de l'autre par l'article 45 TFUE »), RJS 3/24

- 8) CJUE 14 septembre 2023 aff. C-113/22, DX (« Sécurité sociale, égalité entre les sexes : quelles sanctions financières en cas de refus délibéré d'une institution de sécurité sociale d'appliquer un arrêt de la Cour de justice »), RJS 1/24
- 9) Cass. 2e civ., 6 juill. 2023, n°21-25.667 (« Quand un accident du travail donne lieu à réparation des pertes des droits à la retraite »), JS Lamy, 25 sept. 2023, n°570
- 10) CJUE 25 novembre 2021 aff. C-372/20, QY (« Application de la législation de sécurité sociale d'un État membre à une relation de travail extra-communautaire : principes et limites de la déterritorialisation du droit de l'Union »), RJS 4/22
- 11) CJUE 14 octobre 2021 aff. C-244/20, F.C.I (« Statut conjugal, discrimination et sécurité sociale : Luxembourg ou Strasbourg ? »), RJS 2/22 p.101
- 12) CJUE 30 septembre 2021 aff. C-285/20, K (« Résidence dans un État membre autre que l'État dans lequel le salarié était en arrêt de travail pour maladie avant d'être licencié : qui verse les allocations de chômage ? »), RJS 2/22 p.100
- 13) CJUE 3 juin 2021 aff. C-784/19, Team Power Europe (« Mise à disposition transfrontalière d'intérimaires : quand le détachement est un outil de dumping social »), RJS 11/21 p.873
- 14) CJUE 20 mai 2021 aff.C- 879/19, Format II (« Mise à disposition transfrontalière de travailleurs : précisions utiles sur la loi de sécurité sociale applicable »), RJS 11/21 p.872
- 15) CJUE 12 mai 2021 aff. C-130/20 (« Les différences de traitement entre femmes ne sont pas des différences de traitement fondées sur le sexe »), RJS 8-9/21 p.646
- 16) CJUE 16 juillet 2020 aff. C-610/18, AFMB Ltd (« La Cour de justice s'oppose à un montage international visant à réduire le coût des charges sociales des chauffeurs routiers internationaux »), RJS 12/20
- 17) CJUE 11 juin 2020 aff. C-262/18 P et C-271/18 P, Commission européenne / Dôvera (« Des assureurs publics et privés en concurrence dans un régime d'assurance maladie obligatoire ne sont pas des entreprises au sens du droit des aides d'État »), RJS 12/20
- 18) CJUE 14 mai 2020 aff. C-17/19, Bouygues travaux publics (« La possession de certificats A1 fait-elle obstacle à la condamnation pour travail dissimulé ? »), RJS 10/20
- 19) CJUE 18 déc. 2019 aff. C-447/18, UB (« Une pension de vieillesse peut cacher un avantage social »), RJS 5/20
- 20) CJUE 12 déc. 2019 aff. 450/18, WA / Instituto Nacional de la Seguridad Social (« Retraites : quels avantages peuvent être réservés aux femmes ? »), RJS 3/20
- 21) Cass. 2e civ., 23 janv. 2020, n° 19-10.087 (« Inopposabilité à certains étrangers de la détention d'un titre de séjour depuis au moins 5 ans pour bénéficiaire de l'ASPA »), JCP S, 2020, n°1046
- 22) CJUE 11 avril 2019 aff. 483/17, Neculai Tarola (« Travailler deux semaines dans un Etat membre permet d'y conserver le statut de travailleur migrant ! »), RJS 8-8/19 p.607
- 23) Cass. 2e civ., 29 mai 2019, n° 18-13.679 (« Les dispositions transitoires des règlements communautaires de coordination n'ont pas vocation à corriger les erreurs d'affiliation »), JCP éd. S 2 juillet 2019, 1195
- 24) CJUE 7 février 2019 aff. C-322/17, Bogatu (« Le travailleur migrant ne perd pas le droit aux prestations familiales au profit de sa famille restée dans l'Etat d'origine quand il passe sous assistance sociale »), RJS 6/19 chron. p.428
- 25) CJUE 24 janvier 2019 aff. C-477/17, Holiday On Ice (« Holiday on Ice face aux règlements de coordination des systèmes de sécurité sociale »), RJS 4/19 chron. p.257
- 26) CEDS 26 novembre 2018 réclamation n°118/2015, FO c. France (« Accords de branche en matière de prévoyance : l'avènement de la co-désignation ? »), RJS 2/19 p.89
- 27) CJUE 25 octobre 2018 aff. C-451/17, « Walltopia » AD (« Recrutement en vue d'un détachement : utiles précisions de la Cour de justice »), RJS 2/19 p.87
- 28) CEDH 26 avril 2018, req. 48921/13, C. c/ Croatie (« Prestations indues : le droit à récupération peut être exclu dans certaines circonstances »), RJS 10/18 p.705
- 29) CJUE, 11 juill. 2018, aff.C-356/15, Commission c/ Belgique (« Certificat A1 : la lutte contre la fraude au détachement ne donne pas tous les droits aux États »), JCP éd. S, 2018, n°1281
- 30) CJUE 9 novembre 2017 aff. C-98/15, María Begoña Espadas Recio (« Discrimination déguisée à l'égard des femmes en matière d'allocations de chômage : de la rigueur de la méthode »), RJS 3/18 p.199
- 31) Cass. ass. Plén. 22 déc. 2017, n°15-28.777 (« Portée des certificat A1 : la Cour de cassation se range à la doctrine de la Cour de justice...en attendant le dernier set ? »), JCP éd. S, 2018, 1016
- 32) Cour EDH 28 février 2017, req. 41069/11, Messaouda Gouri c/ Francet (« Pas de versement de l'allocation supplémentaire hors Europe, sauf... »), RJS 8-9/17 chron. p.630

- 33) CJUE 10 mai 2017, aff.C-690/15, de Lobkowicz c/ Ministère des Finances et des Comptes publics (« CSG-CRDS : le calice jusqu'à quelle lie ?), RJS 8-9/17 chron. p.629
- 34) CJUE 27 avril 2017, aff.C-60/15, A-Rosa (« Portée des certificats E101 (A) attestant de la législation de sécurité sociale applicable : la CJUE répond à l'assemblée plénière »), Dr. soc. 2017 p.579
- 35) CJUE 14 décembre 2016 aff. C-238/15, Verruga et al. et CJUE 15 décembre 2016 aff. C-401/15 à 403/15, Depesme (« Travailleurs frontaliers : la fin de l'âge d'or ? »), RJS 4/17 chron. p.292
- 36) Cass. civ 2^{ème}, 9 mars 2017, n° 16-10.851 (« Un citoyen de l'Union peut se prévaloir de la convention bilatérale franco-monégasque »), JCP éd. S, 2017, n°43, 1111
- 37) CJUE 27 octobre 2016 aff. C-465/14, Wieland (« Comment construire une pension de vieillesse décente lorsqu'on est ressortissant d'un nouvel Etat membre et que l'on a travaillé dans des anciens Etats membres ? »), RJS 2/17 chron. p.109
- 38) Civ. 2^{ème}, 15 sept. 2016, n° 15-22.335 (« Les conventions bilatérales ne font pas obstacle à la coordination inter-régimes »), JCP éd. S, 2016, n°1366
- 39) CJUE 3 mars 2016, Commission c/ Malte, aff. C-12/14 (« Champ d'application matériel des règlements de coordination : consécration d'un droit à l'inertie ? »), RJS 7/16 p.505
- 40) CJUE 21 janvier 2016 aff. C-515/14, Commission c/ Chypre (« Entrave à la libre circulation, discrimination et coordination... »), RJS 5/16 p.343
- 41) CJUE 15 septembre 2015, aff.C-67/14 (« Les chercheurs d'emploi migrants privés d'assistance sociale (et de RSA) ? » RJS 1/16 p.21
- 42) CJUE 9 septembre 2015, aff.C-72/14 et 197/14 (« Portée du certificat A1 délivré par un Etat membre à l'égard des autres Etats membres »), RJS 1/16 p.20
- 43) Cass. ass. plén. 6 novembre 2015, n°13-25.467 (« Portée des certificats E 101 (A1) attestation de la législation de sécurité sociale applicable : la CJUE saisie d'une question préjudicielle »), Dr. soc. 2015 p.1033
- 44) CJUE 5 février 2015, aff.C-655/13 (« A quel pays le travailleur frontalier sans emploi doit-il s'adresser pour demander les allocations de chômage ? » », RJS 6/15 p.369
- 45) CJUE 26 février 2015 aff.C- 623/13 (« La CSG et la CRDS ne peuvent pas être prélevés sur les revenus d'assurés sociaux dans un autre Etat membre »), RJS 6/15 p.368
- 46) CJUE 18 décembre 2014 aff. C-523/13, Walter Larcher c/ Deutsche Rentenversicherung Bayern Süd (« Faut-il intégrer ou ignorer un fait survenu dans un Etat membre afin de déterminer le droit à une prestation sociale dans un autre Etat membre ? »), RJS 4/15 p.224
- 47) CJUE 6 novembre 2014, aff.C-4/13, Agentur für Arbeit Krefeld – Familienkasse c/ Susanne Fassbender-Firman (« Un assuré social peut-il s'abstenir de demander des prestations familiales dans un Etat membre et obtenir intégralement celles d'un autre Etat membre ? »), RJS 2/15 chron. p. 84
- 48) CJUE 11 septembre 2014 aff. 394/13, Ministerstvo práce a sociálních věcí (« Conditions du droit à prestations familiales dans un Etat membre autre que l'Etat compétent »), RJS 12/14 p.705
- 49) CJUE 17 juillet 2014 aff. 173/13, Leone (« Avantage retraite subordonné à une interruption de carrière : le droit français toujours coupable de discrimination en raison du sexe »), RJS 12/14 p.703
- 50) CJUE 5 juin 2014 aff. C-255/13, I c/ Health Service Executive (« Hospitalisation de très longue durée : séjour ou résidence pour l'application des règlements coordonnant les régimes de sécurité sociale ? »), RJS 10/14 p.564
- 51) CJUE 19 septembre 2013, aff.C-216/12, CNAF Luxembourg (« Une allocation de congé parental est une prestation familiale »), JCP éd. S 2014, 27 mai 2014, 1222
- 52) Cass. soc. 7 novembre 2013, n°12-28033 (« Régime général, majoration de durée d'assurance et égalité entre les sexes »), Dr. soc. 2014 p.188
- 53) CJUE 10 octobre 2013, aff.C-321/12, Van der Helder (« Retraité migrant : quel pays supporte la charge des prestations de maladie en nature »), RJS 2/14 p.78
- 54) CJUE 24 octobre 2013, aff.C-177/12, CNAF c/ Lachheb (« Les frontaliers résidant en France et le boni luxembourgeois »), RJS 2/14 p.77
- 55) CJUE 19 septembre 2013 aff. 140/12, Pensionsversicherungsanstalt c/ Peter Brey (« Du droit des retraités européens à l'assistance sociale dans l'Etat de séjour »), RJS 12/13 p.710
- 56) CJUE 16 mai 2013 aff. 589/10, Wencel (« Unicité du lieu de résidence pour l'application des règlements de coordination »), RJS 11/13 p.657

- 57) CJUE 13 juin 2013 aff.C-45/12, Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés c/ Radia Hadj Ahmed (« Droit à prestations familiales au titre d'un enfant d'une ressortissante algérienne séparée de son partenaire »), RJS 11/13 p.656
- 58) CJUE, 12 septembre 2013, aff. C-614/11, Niederösterreichische Landes-Landwirtschaftskammer c/ Anneliese Kuso (« La rupture automatique de la relation de travail peut-elle intervenir à un âge distinct pour les femmes et pour les hommes ? »), La Semaine Juridique Social, 22 octobre 2012, 43, n°1422
- 59) CJUE 11 avril 2013, aff.C-443/11, Jeltens (« Allocations de chômage aux migrants, la fin des frontaliers atypiques »), RJS 7/13 p.446
- 60) CJUE 4 octobre 2012, aff.C-115/11, Format c./ Zakład Ubezpieczeń Społecznych (« Conflit de lois et cotisations sociales : un arrêt anti-dumping ? »), RJS 1/13 chron. p.21
- 61) CJUE 27 septembre 2012, aff.C-137/11, Partena ASBL c./ Les Tartes de Chaumont-Gistoux SA (« Législation applicable, lieu réel et lieu présumé d'exercice de l'activité : jusqu'où un Etat peut-il lutter contre la fraude sociale ? »), RJS 1/13 chron. p.22
- 62) CJUE 7 juin 2012 aff. C-106/11, Bakker c/ Minister van Financiën (« Un marin naviguant hors de l'Union peut être soumis à la législation de sécurité sociale d'un Etat membre »), RJS 8-9/12 chron. p.584
- 63) CJUE 12 juin 2012 aff. C-611/10 et C-612/10, grande ch., Hudzinski et Wawrzyniak (« Ouverture de droits à prestations familiales dans deux Etats membres de l'Union : consolidation de nouveaux principes ? »), RJS 8-9/12 chron. p.583
- 64) CJUE 17 janvier 2012, aff.C-347/10, Saleminck (« Des extensions hors de l'Union européenne des règles communautaires de conflit de lois »), RJS 4/12 chron. p.267
- 65) CJUE 20 octobre 2011, aff. 225/10, Juan Perez Garcia et al. c/ Familienkasse Nürnberg, RJS 2/12 chron. p.89
- 66) CJUE 20 octobre 2011, aff. 123/10, Waltraud Brachner c./ Pensionsversicherungsanstalt, RJS 2/12 chron. p.88

DIVERS (DROIT SOCIAL EUROPEEN)

- 1) « Délais de consultation du CE: comment respecter la Constitution et le droit de l'Union? », LS Europe n°431, 7 septembre 2018 p.2
- 2) « Le Comité européen des droits sociaux pousse la Grèce à résister », LS Europe n°430, 27 juillet 2017 p.2
- 3) « L'égalité des chances donne droit aux femmes à une demi-journée de repos », LS Europe n°430, 27 juillet 2017 p.3
- 4) « Chantiers du BTP : la clause Molière va-t-elle prendre racine ? », Feuilles Rapide Francis Lefebvre, 8/17
- 5) « La Cour de justice tente de concilier la religion du client aux religions », LS Europe n°420, 9 mars 2017
- 6) « Un dialogue constructif entre la Cour de cassation et la Cour de justice de l'Union », LS Europe n°421, 23 mars 2017
- 7) « Pour la Cour de justice, une fracture du coude peut être un handicap », LS Europe n°414, 15 décembre 2016, p.3
- 8) « Les CDD successifs ne peuvent compenser un déficit structurel de postes permanents », LS Europe n°407, 8 septembre 2016, p.5
- 9) « Une directive peut être invoquée par un salarié contre certaines entités de droit privé », LS Europe n°408, 22 septembre 2016, p.5
- 10) « Le sport professionnel n'échappe pas au régime sur les CDD successifs », LS Europe n°368, 8 janvier 2015, p.5
- 11) « Salariés à temps partiel et proratisation des avantages conventionnels », LS Europe n°364, 13 novembre 2014, p.5
- 12) CJUE 27 février 2014, aff.C-79/13 (« Du régime des aides financières et conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile »), RD san. Soc. 2014 p.471
- 13) « L'employeur peut-il imposer le passage d'un travail à temps partiel à un temps plein ? », LS Europe n°363, 30 octobre 2014 p.5
- 14) « Interdiction des facteurs actuariels dans les régimes légaux de sécurité sociale », LS Europe n°360, 18 septembre 2014 p.5
- 15) « Les marins en CDD bénéficient des protections de la directive 1999/70 », LS Europe n°357, 10 juillet 2014, p.5
- 16) « L'acquisition des congés payés et leur transmission après le décès », LS Europe n°356, 26 juin 2014, p.3
- 17) « Assurance maladie: la fin du privilège des travailleurs frontaliers employés en Suisse », LS Europe n°355, 12 juin 2014, p.5
- 18) « Contrats à durée déterminée: la Cour de justice fait-elle sa flexisécurité ? », LS Europe n°350, 3 avril 2014, p.2
- 19) « Les délégués syndicaux peuvent survivre au transfert d'entreprise », LS Europe n°349, 20 mars 2014, p.4
- 20) « Indemnités de licenciement d'un salarié en congé parental à temps partiel », LS Europe n°348, 6 mars 2014, p.2
- 21) « Interruption du congé parental pour un congé de maternité », LS Europe n°347, 20 février 2014, p.5
- 22) « Transfert d'entreprise: frottements entre la directive 2001/23 et le Code du travail », LS Europe n°346, 6 février 2014, p.5

- 23) « Les mesures de la loi de financement de la Sécurité sociale au regard du droit de l'UE », LS Europe n°344, 9 janvier 2014, p.2
- 24) « Jusqu'où le droit de l'UE permet-il de placer des congés dans le compte épargne-temps ? », LS Europe n°342, 12 décembre 2013, p.13
- 25) « Sécurité sociale – obligation d'affiliation », Francis Lefebvre, FRS 1322, Questions d'actualité, 2013
- 26) « Le licenciement d'un salarié séropositif est-il une discrimination ? », LS Europe 31 octobre 2013, n°339, p.2
- 27) « Affaire Ryanair: des trous d'air dans le jugement du tribunal correctionnel ? », LS Europe n°338, 16 octobre 2013, p.2
- 28) « Les régimes professionnels peuvent-ils tarifier en fonction de l'âge des adhérents ? », LS Europe n°337, 3 octobre 2013, p.2
- 29) « Comment évaluer une salariée ayant pris un congé parental ? », LS Europe n°333, 11 juillet 2013, p.13
- 30) « Sauvées par le droit européen, les clauses de désignation trépassent », LS Europe n°332, 27 juin 2013, p.1
- 31) « Mariage pour tous: des discriminations en raison de l'orientation sexuelle en moins », LS Europe n°330, 30 mai 2013, p.2
- 32) « Recrutement: précisions sur la charge de la preuve en cas de discrimination alléguée », LS Europe n°329, 16 mai 2013, p.5
- 33) « Discriminations en raison du handicap: définition et contraintes pour l'employeur », LS Europe n°328, 2 mai 2013, p.4
- 34) « La sécurisation de l'emploi face au droit européen », LS Europe n°326, 4 avril 2013, p.2
- 35) « Une différence de salaire liée aux postes peut cacher une discrimination indirecte », LS Europe n°324, 7 mars 2013, p.5
- 36) « Preuve d'une discrimination: la Cour de cassation se distingue de la Cour de justice », LS Europe n°322, 7 février 2013, p.2